

SÉNAT DE BELGIQUE

SESSION DE 1962-1963.

29 NOVEMBRE 1962.

Projet de loi contenant le budget du Ministère des Affaires économiques et de l'Energie pour l'exercice 1963.

RAPPORT

FAIT AU NOM DE LA COMMISSION
DES AFFAIRES ECONOMIQUES
ET DE L'ENERGIE (1)
PAR M. **LOUIS DESMET.**

SOMMAIRE.

page

— <i>Exposé du Ministre</i>	2
Situation économique	2
Politique économique du Gouvernement	2
Programmation	2
Politique d'expansion	4
Politique de l'emploi	5
Politique énergétique	6
Politique des prix	8
Communauté de Luxembourg	9
Communauté de Bruxelles	9
— <i>Discussion générale</i>	10
— <i>Réponses du Ministre</i>	17
— <i>Discussion des articles</i>	28
— <i>Annexes</i>	29

(1) Les membres suivants ont participé aux délibérations de la Commission :

MM. De Block, président; Beauduin, Bogaert, Delbouille, Pierre De Smet, De Winter, Duvieusart, Flamme, Goossens, Janne, Leemans, Motz, Reintjens, Roelants, Santens, Scokaert, Van Buggenhout, Van Doninck, Van In, Warnant et Louis Desmet, rapporteur.

R. A 6380

Voir :

Document du Sénat :
5-XIII (Session de 1962-1963) : Projet de loi.

BELGISCHE SENAAAT

ZITTING 1962-1963.

29 NOVEMBER 1962.

Ontwerp van wet houdende de begroting van het Ministerie van Economische Zaken en Energie voor het dienstjaar 1963.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE VOOR DE
ECONOMISCHE ZAKEN EN DE
ENERGIE (1) UITGEBRACHT
DOOR DE H. **LOUIS DESMET.**

INHOUDSOPGAVE.

blz.

— <i>Uiteenzetting van de Minister</i>	2
Economische toestand	2
Economisch beleid van de Regering	2
Programmatie	2
Expansiepolitiek	4
Politiek inzake tewerkstelling	5
Energiebeleid	6
Prijspolitiek	8
Gemeenschap van Luxemburg	9
Gemeenschap van Brussel	9
— <i>Algemene bespreking</i>	10
— <i>Antwoorden van de Minister</i>	17
— <i>Artikelsgewijze bespreking</i>	28
— <i>Bijlagen</i>	29

(1) De volgende leden hebben aan de beraadslagingen van de Commissie deelgenomen :

De heren De Block, voorzitter; Beauduin, Bogaert, Delbouille, Pierre De Smet, De Winter, Duvieusart, Flamme, Goossens, Janne, Leemans, Motz, Reintjens, Roelants, Santens, Scokaert, Van Buggenhout, Van Doninck, Van In, Warnant en Louis Desmet, verslaggever.

R. A 6380

Zie :

Gedr. St. van de Senaat :
5-XIII (Zitting 1962-1963) : Ontwerp van wet.

MESDAMES, MESSIEURS,

EXPOSE DU MINISTRE.**Situation économique.**

La situation économique se caractérise par une tendance à la stabilisation. Les indices montrent que l'expansion est demeurée satisfaisante et que dans l'ensemble, la situation est favorable. Dans le textile, il y a évidemment des sous-secteurs sensibles; par contre en sidérurgie, les deux derniers mois ont vu les prévisions s'améliorer. L'accroissement du Produit National Brut sera en 1962 au moins de 3,5 %, ce qui est plus élevé que les prévisions pour 1963. La production industrielle a augmenté de 5 %, tandis que l'emploi a aussi continué à augmenter; la production sidérurgique s'est accrue de 7 %, la production du secteur Fabrimétal de 7 % et la production du secteur des textiles de 2 à 3 %.

En ce qui concerne les prix et salaires, on constate une augmentation assez rapide de ces derniers (la moyenne annuelle des augmentations récentes est de 6,5 %). La concurrence internationale aidant, ce phénomène ne manquera pas de se répercuter sur les marges bénéficiaires.

Concernant les prévisions pour 1963, on envisage une augmentation du P.N.B. de 3 % en volume. Evidemment, ces prévisions restent sujettes à réserve. Il y a toutefois lieu de constater que dans le secteur des exportations, les prévisions favorables se maintiennent.

Pour 1963, on prévoit un étalement du rythme d'expansion. La production industrielle augmenterait de 4 %, tandis que l'agriculture et les services auraient un taux de croissance respectif de 2,5 et 3 %.

Pour les prévisions en matière d'emploi, il convient de noter une augmentation de la population active et une réduction du chômage caché par suite de l'industrialisation de certaines régions. Il y aura dès lors une augmentation équivalente à celle de 1962.

La concurrence pourrait empêcher en 1963 une hausse notable des prix industriels.

Politique économique du Gouvernement.

Le Gouvernement veut assurer au pays un maximum d'expansion dans le cadre d'une programmation souple.

Il estime qu'il faut promouvoir les investissements industriels tout en les orientant par secteur et en tenant compte de l'implantation régionale. Il faut donc continuer l'industrialisation et la reconversion. Le troisième objectif, est la sauvegarde du potentiel compétitif, ce qui suppose l'existence d'une politique des prix et des revenus et aussi d'une politique énergétique.

Programmation.

Le Gouvernement a approuvé le premier programme d'expansion économique. Il était essentiel d'y

DAMES EN HEREN,

UITEENZETTING VAN DE MINISTER.**Economische toestand.**

De economische toestand vertoont een tendens tot stabilisatie. De indices tonen aan dat de expansie bevredigend is gebleven en dat over het geheel de toestand gunstig is. In de textielnijverheid zijn er natuurlijk gevoelige ondersectoren; in de ijzer- en staalnijverheid daarentegen zijn de vooruitzichten de jongste twee maanden verbeterd. De stijging van het Bruto Nationaal Produkt zal in 1962 op zijn minst 3,5 % bedragen, wat beter is dan de vooruitzichten voor 1963. De industriële produktie is met 5 % opgelopen, terwijl de tewerkstelling ook bleef toenemen; de produktie van ijzer en staal steeg met 7 %, de produktie van de sector Fabrimétal met 7 % en die van de textielsector met 2 tot 3 %.

Wat de prijzen en lonen betreft, constateert men een tamelijk snelle verhoging van de laatstgenoemde (het jaarlijkse gemiddelde belooft 6,5 %). Samen met de internationale concurrentie zal dit verschijnsel ongetwijfeld een weerslag hebben op de winstmarges.

Met betrekking tot de vooruitzichten voor 1963 verwacht men een verhoging van het B.N.P. met 3 % in volume. Deze ramingen vergen uiteraard voorbehoud. Nochtans dient men te constateren dat de vooruitzichten in de uitvoersector gunstig blijven.

Voor 1963 voorziet men een spreiding van het expansietempo. De industriële produktie zou met 4 % toenemen terwijl de landbouw en de diensten een groeipercentage van resp. 2,5 % en 3 % zouden kennen.

In verband met de vooruitzichten betreffende de tewerkstelling, dient men een verhoging van de actieve bevolking aan te stippen, alsmede een vermindering van de verborgen werkloosheid ten gevolge van de industrialisatie van bepaalde gewesten. De werkgelegenheid zal dan ook in dezelfde mate als in 1962 toenemen.

De mededinging zou in 1963 een aanzienlijke stijging van de industriële prijzen kunnen verhinderen.

Economisch beleid van de Regering.

De Regering wil ervoor zorgen dat het land een zo groot mogelijke expansie kent in het kader van een soepele programmatie.

Zij meent dat men de industriële investeringen moet bevorderen en ze per sector moet oriënteren, rekening houdend met de vestiging van bedrijven in de verschillende gewesten. De industrialisatie en de omschakeling moeten dus worden voortgezet. Het derde doel is het vrijwaren van de concurrentiemogelijkheden, hetgeen onderstelt dat een politiek inzake prijzen en inkomsten en ook een energiebeleid worden gevoerd.

Programmatie.

De Regering heeft het eerste programma voor economische expansie goedgekeurd. Het was absoluut

intéresser tous ceux qui participent à sa réalisation. En conséquence, le projet a été soumis aux différentes organisations patronales et syndicales. Cet examen a démontré aux industriels les possibilités de la programmation. Dans un certain nombre de secteurs, les résultats de la collaboration ont été moins satisfaisants, mais on peut dire que le résultat d'ensemble a été remarquable. Le Gouvernement soumettra ce programme au Parlement sous la forme d'un petit projet de loi comportant deux articles.

Pour ce premier programme, le Ministre estime qu'il doit loyalement indiquer les limites de l'exactitude des chiffres avancés. Il est évident que ce premier programme est basé sur les éléments statistiques disponibles dans le pays, et ceux-ci sont parfois défectueux (nous ne possédons pas tout le matériel statistique souhaitable). La Commission sait qu'une nouvelle loi a été votée le 4 juillet 1962 afin d'améliorer ce matériel qui ne sera au point que dans quatre à cinq ans.

Le Ministre tient cependant à signaler à la Commission que le programme a été dressé très sérieusement. D'autre part, le Ministre affirme sa volonté de réaliser la politique d'ensemble qui s'impose et qui comporte des problèmes à résoudre :

1. celui de la préparation technique. Cette préparation est actuellement faite par le Bureau de Programmation. Le Ministre estime qu'il faut élargir la participation des différents groupements de la vie économique et sociale à cette préparation;

2. la consultation devra aussi être améliorée dans le cadre d'une réforme de la fonction consultative. A ce stade l'intervention du Parlement sera nécessaire pour décider des grandes options;

3. il reste aussi à résoudre le problème des résultats de la programmation et du budget économique.

Le Ministre rappelle que la programmation comporte deux volets :

1. la politique de promotion des investissements;

2. la politique des revenus. La politique des revenus sera poursuivie avec la collaboration des organisations syndicales. Pour pouvoir réaliser cette politique des revenus, la difficulté est encore le manque d'informations statistiques. La même situation s'est d'ailleurs présentée en France et au Royaume-Uni.

La politique d'expansion comporte un plan de quatre ans pour les investissements publics (ce plan a été élaboré en collaboration avec les départements intéressés). Il va de soi que le programme contribuera à l'expansion économique, tout en adoptant une politique de promotion des investissements industriels, une politique des revenus et une politique budgétaire (financer les dépenses courantes par les recettes courantes).

noodzakelijk om al wie aan de voorbereiding daarvan zullen meewerken, erbij te betrekken. Men heeft het ontwerp dus moeten voorleggen aan de verschillende werkgevers- en vakorganisaties. Dit onderzoek heeft aan de industriëlen de mogelijkheden van de programmering aangetoond. In een zeker aantal sectoren zijn de resultaten van de samenwerking minder bevredigend geweest; aan te stippen valt evenwel dat het globale resultaat merkwaardig was. De Regering zal dat programma aan het Parlement voorleggen in de vorm van een klein ontwerp van wet dat uit twee artikelen bestaat.

Wat dit eerste programma betreft, meent de Minister dat het loyaal de grenzen van de juistheid van de vooropgestelde cijfers moet aangeven. Het is duidelijk dat dit eerste programma steunt op de statistische gegevens die in het land beschikbaar zijn en deze statistieken zijn soms gebrekkig (wij bezitten niet al het gewenste statistische materieel). De Commissie weet dat op 4 juli 1962 een nieuwe wet is aangenomen om dat materieel te verbeteren, dat pas over vier of vijf jaar klaar zal zijn.

De Minister wenst nochtans de Commissie erop attent te maken, dat het programma op zeer ernstige wijze is opgemaakt. Anderzijds bevestigt de Minister zijn wil om de algemene politiek tot stand te brengen die noodzakelijk is en die de oplossing vergt van de hierna vermelde problemen :

1. het probleem van de technische voorbereiding. Het Programmatiebureau houdt zich thans met deze voorbereiding bezig. De Minister meent dat nog meer groeperingen van het economische en sociale leven bij die voorbereiding moeten worden betrokken;

2. bovendien moet het overleg verbeterd worden binnen het raam van een herziening van de adviesfunctie. In dit stadium zal ook het Parlement moeten stelling nemen om over de grote opties te beslissen;

3. blijft nog op te lossen het probleem van de resultaten van de programmering en het vraagstuk van het nationaal budget.

De Minister herinnert eraan dat de programmering uit twee gedeelten bestaat :

1. de politiek tot bevordering van de investeringen;

2. het inkomstenbeleid. Het inkomstenbeleid zal worden nagestreefd in samenwerking met de vakverenigingen. Het gebrek aan statistische gegevens is weerom de hinderpaal die dat beleid in de weg staat. Dezelfde toestand heeft zich trouwens voorgedaan in Frankrijk en in het Verenigd Koninkrijk.

De expansiepolitiek omvat een vierjarenplan voor de overheidsinvesteringen (dit plan werd opgesteld in samenwerking met de betrokken departementen). Het spreekt vanzelf dat het programma zal bijdragen tot de economische expansie, terwijl men tegelijkertijd een politiek inzake bevordering der industriële investeringen zal volgen alsmede een inkomstenbeleid en een begrotingspolitiek (de gewone uitgaven door de gewone ontvangsten financieren).

Le Ministre a rappelé aussi qu'une revision de la fonction consultative est nécessaire. On entend par là la refonte des organismes existants en un seul grand Conseil Social et Economique. Cette réforme est indispensable pour que la programmation ne devienne pas l'œuvre d'une technocratie. Il est, d'après le Ministre, inutile d'exposer les dangers que constituerait une telle situation. Le Gouvernement estime que, s'il faut intéresser le Parlement et les organismes du monde économique et social à l'élaboration du programme, il faut aussi créer les cadres de la consultation en passant par la revision de la fonction consultative. Dans ce domaine, un avant-projet est actuellement en discussion, avant-projet qui n'intéresse pas seulement le Département des Affaires économiques. La réforme se traduirait par la fusion du Conseil central de l'Economie, du Conseil national du Travail et du Comité national d'expansion économique.

Politique d'Expansion.

La Société nationale d'Investissements a été créée. Elle doit « s'asseoir et s'établir ». D'ici quelque temps, elle pourra agréer des sociétés régionales qui seront très peu nombreuses 1° parce que les prises de participations constituent des problèmes difficiles et 2° qu'il est indiqué de ne pas disperser les efforts.

Dans le domaine de l'expansion, l'industrialisation continue. Les Etats-Unis et d'autres pays établissent chez nous des entreprises nouvelles. Il est très important d'orienter ces industries vers des régions adéquates. La politique de reconversion se poursuit d'une façon favorable et le Gouvernement a appliqué un plan pour le Borinage et le Centre. Le concours de la Haute Autorité de la C.E.C.A. a été obtenu dans le passé et on examine d'autres possibilités de collaboration entre le Gouvernement et la C.E.C.A.

La situation évolue favorablement au point de vue régional. Le Ministre pense au Limbourg où de nouvelles industries s'installent. En Flandre orientale des travaux ont démarré pour un complexe sidérurgique. En Flandre occidentale, un important progrès a été réalisé. Le Ministre a décidé d'examiner de plus près les problèmes du Westhoek. Il faudra spécialement s'y intéresser, ainsi qu'au Sud du Luxembourg pour lequel il existe des projets. Bientôt aura lieu à Arlon une réunion qui sera une première rencontre des représentants de la Lorraine, du Grand-Duché et de la Belgique. Quant au *projet Vulcain* (voir annexe n°1) le Gouvernement a octroyé une avance récupérable de 10 millions. Ce projet nous intéresse parce qu'il pourrait faciliter une construction sur une échelle industrielle. Cette réalisation intéresse également la construction navale qui vit des moments difficiles. Le projet Vulcain est destiné à la construction de nouveaux navires de 15 mille tonnes.

L'expansion se fera au point de vue institutionnel selon une orientation nouvelle. Le Gouvernement désire

De Minister wees er ook op dat een herziening van de adviesfunctie noodzakelijk is. Dit betekent dat de bestaande lichamen met elkaar worden versmolten in één enkele grote Sociale en Economische Raad. Deze hervorming is absoluut nodig om te voorkomen dat de programmatie het werk van een technocratie wordt. Het is overbodig, zo meent de Minister, om de gevaren die zouden voortspruiten uit zulk een toestand uiteen te zetten. De Regering is van oordeel dat, indien men het Parlement en de organen van het economisch en sociaal leven bij de uitwerking van het programma dient te betrekken, mede de kaders van het overleg moeten worden in het leven geroepen langs de weg van de herziening der adviesfunctie. In dit verband wordt thans een voorontwerp besproken, dat niet enkel het Departement van Economische Zaken aangaat. De hervorming zou tot stand komen door de fusie van de Centrale Raad voor het Bedrijfsleven, van de Nationale Arbeidsraad en van het Nationaal Comité voor Economische Expansie.

Expansiepolitiek.

De Nationale Investeringsmaatschappij is tot stand gebracht. Zij moet nog « vaste voet krijgen ». Binnen enkele tijd zal zij gewestelijke maatschappijen kunnen erkennen. Deze maatschappijen zullen weinig talrijk zijn omdat : 1° het nemen van participaties moeilijke vraagstukken doet rijzen, en 2° het geboden is de inspanningen niet te versnipperen.

Wat de expansie betreft, gaat de industrialisatie verder. De Verenigde Staten en andere landen vestigen in ons land nieuwe ondernemingen. Het is zeer belangrijk deze industrieën naar geschikte gewesten te oriënteren. Het beleid inzake reconversie verloopt gunstig en de Regering heeft een plan voor de Borinage en het Centrum ten uitvoer gelegd. In het verleden werd de hulp van de Hoge Autoriteit van de E.G.K.S. verkregen en men onderzoekt andere mogelijkheden van samenwerking tussen de Regering en de E.G.K.S.

De toestand evolueert gunstig uit regionaal oogpunt. De Minister denkt aan Limburg, waar nieuwe nijverheden worden gevestigd. In Oost-Vlaanderen zijn werken begonnen voor een groot staalbedrijf. In West-Vlaanderen werden aanzienlijke vorderingen gemaakt. De Minister heeft besloten de vraagstukken van de Westhoek nog nauwkeuriger te bestuderen. Men zal zich daarvoor bijzonder moeten interesseren, alsmede voor het zuiden van Luxemburg, waarvoor projecten bestaan. Een bijeenkomst zal weldra worden gehouden te Aarlen, waar de vertegenwoordigers van Lotharingen, van het Groothertogdom en van België elkaar voor het eerst zullen ontmoeten. Voor het *project Vulcain* (zie bijlage n° 1) heeft de Regering een terugvorderbaar voorschot van 40 miljoen toegestaan. Dat project interesseert ons omdat het de bouw op industriële schaal zou kunnen vergemakkelijken. Deze verwezenlijking interesseert ook de scheepsbouw, die een moeilijke periode doormaakt. Het project Vulcain dient voor het bouwen van nieuwe schepen van 45.000 ton.

De expansie zal, uit institutioneel oogpunt, volgens een nieuwe oriëntering plaats hebben. De Regering ver-

décentraliser aussi loin que possible par la création de sociétés de développement régional (S.D.R.), de sociétés régionales d'investissements (S.R.I.) et de sociétés d'aménagement du territoire (S.A.T.).

En ce qui concerne la *politique industrielle*, le Gouvernement examinera bientôt la revision des directives pour les lois de relance de 1959. Le Comité national d'expansion économique a donné un avis favorable à ce sujet. Il y a lieu de signaler que les critères de sélectivité seront clairement établis. Ces critères auront trait à l'entreprise, à la région et au secteur industriel. Au niveau de l'entreprise on devra tenir compte du dynamisme, de l'organisation et des efforts particuliers. Au niveau du secteur industriel, les critères tiendront compte des productions en expansion, des spécialisations industrielles et des réalisations d'ensemble. Au niveau de la région, on tiendra notamment compte des régions déprimées et du sous-emploi qui règne dans certaines d'entre elles.

Pour la *recherche technologique*, le Ministre n'a pas préparé de projet précis, mais se penche sur les *méthodes de l'IRISA*. (1).

Le Ministre a visité le « Technologisch Natuurwetenschappelijk Instituut » à Delft. Il a été fort impressionné et a invité la F.I.B. et les syndicats à visiter cet institut. Dans le cadre de Benelux, nous pourrions peut-être faire des recherches complémentaires. Le Ministre croit qu'il faut consacrer plus de moyens à la recherche technologique, mais il est inquiet devant l'augmentation des dépenses. Sommes-nous capables de les supporter toutes ? En additionnant nos moyens avec ceux des Pays-Bas, nous pourrions arriver à des résultats plus importants. Le Ministre réunira les délégués de la F.I.B. et des syndicats après leur visite à Delft. Il voudrait également connaître les réactions de la Commission au sujet de ce problème.

Politique de l'emploi.

Le manque de main-d'œuvre est une entrave au développement économique. Il va de soi que l'apport de main-d'œuvre est chez nous moins élevé que dans certains autres pays. A côté de ce problème d'apport numérique, un autre fort important est celui de la main-d'œuvre qualifiée qui manque dans la plupart des secteurs industriels.

Ces deux facteurs (l'apport numérique et la qualification) étant très importants, il convient d'utiliser la main-d'œuvre d'une façon rationnelle. Pour cela, il faut adapter les lois et encourager, dans la limite des possibilités sociales, le travail féminin. Il faudra également suivre une politique adéquate des salaires et des conditions de travail.

(1) Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.

langt zoveel mogelijk te decentraliseren door het oprichten van maatschappijen voor gewestelijke ontwikkeling (M.G.O.), van gewestelijke investeringsmaatschappijen (G.I.M.) en van maatschappijen voor ruimtelijke ordening (M.R.O.).

Wat het *beleid inzake nijverheid* betreft, zal de Regering binnenkort de richtlijnen herzien voor de heroplevingswetten van 1959. Het Nationaal Comité voor Economische Expansie heeft hierover een gunstig advies uitgebracht. Wij moeten er nog op wijzen dat de criteria inzake selectie klaar zullen worden omschreven. Deze criteria zullen betrekking hebben op de onderneming, het gewest en de nijverheidssector. Op het vlak van de onderneming zal men dienen rekening te houden met het dynamisme, de organisatie en de bijzondere inspanningen. Op het vlak van de nijverheidssector zullen de criteria rekening houden met producties in expansie, industriële specialisaties en algemene verwezenlijkingen. Op het vlak van het gewest zal men inzonderheid rekening houden met achterblijvende streken en met de ondertewerkstelling die in bepaalde streken heerst.

Wat het *technologisch onderzoek* betreft, heeft de Minister geen nauwkeurig ontwerp voorbereid maar hij bestudeert de methodes van de I.W.O.N.L. (1).

De Minister heeft het « Technologisch Natuurwetenschappelijk Instituut » van Delft bezocht. Hij was zeer onder de indruk en heeft het V.B.N. en de vakbonden verzocht een bezoek te brengen aan het Instituut. Binnen het raam van Benelux zouden wij misschien aan aanvullend onderzoek kunnen doen. De Minister gelooft dat men meer middelen moet besteden aan het technologisch onderzoek maar hij is ongerust over de stijging van de uitgaven. Zijn wij in staat alle uitgaven te dragen ? Door onze middelen bij die van Nederland te voegen zouden wij tot belangrijker resultaten kunnen komen. De Minister zal de afgevaardigden van het V.B.N. en van de vakbonden na hun bezoek aan Delft bijeenroepen. Hij wenst eveneens de reacties van de Commissie in verband met dit probleem te kennen.

Politiek inzake tewerkstelling.

Het gebrek aan arbeidskrachten belemmert de economische ontwikkeling. Het spreekt vanzelf dat de vermeerdering van het aantal arbeidskrachten bij ons minder groot is dan in sommige andere landen. Behalve het vraagstuk van het aantal arbeidskrachten, is nog een ander zeer belangrijk probleem dat van de geschoolde arbeiders, waaraan in het merendeel der bedrijfstakken behoefte bestaat.

Deze twee factoren (aantal arbeidskrachten en beroepsbekwaamheid) zijn zeer belangrijk; men moet dan ook de arbeidskrachten op rationele wijze gebruiken. Daartoe moet men de wetgeving aanpassen en, in de mate van het mogelijke, de vrouwenarbeid in de hand werken. Een passende politiek inzake lonen en arbeidsvoorwaarden behoort eveneens te worden gevolgd.

(1) Instituut tot aanmoediging van het Wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw.

En ce qui concerne la qualification, le Gouvernement pousse à la réadaptation. Dans ce domaine, il y a encore des possibilités. Certains succès sont encourageants. Une expérience récente a démontré que les ouvriers mineurs sont capables de se réadapter, même après avoir atteint un certain âge.

Politique énergétique.

Le Ministre renvoie à son exposé précédent à ce sujet. Le Gouvernement fera un sérieux effort pour la coordination des secteurs énergétiques.

Les principes qui sont à la base de la politique énergétique, sont les suivants : une énergie abondante à bon marché, tout en sauvegardant au maximum la sécurité d'approvisionnement et en tenant compte du rapprochement souhaitable des politiques dans le cadre communautaire. D'autre part, le Ministre signale que dans notre pays la capacité de raffinage va être augmentée. Dans le domaine pétrolier, il y a également lieu de sauvegarder l'équilibre d'écoulement des produits dérivés du pétrole brut. Dans ce dernier cas, il s'agit d'un problème financier et fiscal qu'une commission spéciale étudie.

Les stocks de charbon sont descendus à environ 2 millions de tonnes, ce qui est une situation favorable. Pour assurer dans l'avenir l'existence du bassin de Campine, il faut aller à la fusion des sociétés dispersées afin d'exploiter le gisement dans les meilleures conditions de financement et de prix de revient. Le Ministre estime que les prévisions pessimistes devraient être qualifiées de « trop pessimistes ».

On essaie de recruter de la main-d'œuvre pour les charbonnages, et notamment pour le Limbourg.

L'isolement du marché du charbon cessera en fin d'année. Il n'est en effet pas raisonnable de demander l'isolement quand les stocks sont à 2 millions de tonnes. La fin des limitations va nous placer devant des problèmes (substitutions à éviter, etc.). Il faut éviter que certains partenaires importent du charbon américain et nous vendent leur propre production. Un comité permanent devra suivre cette évolution dans le cadre de la C.E.C.A.

Les transports sont un des grands problèmes qui freinent l'assainissement. La batellerie intérieure applique des mesures anti-économiques. Cette batellerie se porte bien. Elle profite de la haute conjoncture et devrait donc tenter de rétablir les situations normales. (La reconversion est plus difficile en période de basse conjoncture). Le Département des Communications s'occupe de ce problème de la batellerie, mais il se trouve devant des intérêts organisés.

D'autre part, le Ministre signale encore que le transport de la mine au canal coûte parfois des dizaines de francs à la tonne. Ce problème-là doit aussi être réglé.

En ce qui concerne la *politique énergétique de la Communauté*, le Ministre déclare que le Conseil des Ministres n'a pas repoussé le memorandum de l'Inter-

Wat de beroepsbekwaming betreft, spoort de Regering aan tot de omscholing. Op dit gebied zijn er nog heel wat mogelijkheden. Sommige successen zijn bemoedigend. Een recente proefneming heeft aangetoond dat de mijnwerkers tot omscholing in staat zijn, zelfs na een zekere leeftijd.

Energiebeleid.

In dit verband verwijst de Minister naar zijn vorige uiteenzetting. De Regering zal zich ernstig inspannen om de energiesectoren te coördineren.

De volgende beginselen liggen ten grondslag aan het energiebeleid : overvloedige en goedkope energie, met zo groot mogelijke vrijwaring van de zekerheid van bevoorrading en rekening van het beleid der Lid-Staten in het kader van de Zes. Anderzijds wijst de Minister erop dat de raffineringcapaciteit in ons land wel dra wordt vergroot. Wat de petroleumprodukten betreft, dient men het evenwicht te bewaren van de afzet der bijprodukten van ruwe petroleum. In dit laatste geval gaat het om een financieel en fiscaal vraagstuk dat door een bijzondere commissie wordt bestudeerd.

De steenkolenvoorraden zijn tot ongeveer 2 miljoen ton teruggelopen, wat een gunstige situatie is. Om in de toekomst het bestaan van het bekken van de Kempen te verzekeren moet men streven naar de fusie van de verspreide maatschappijen om de exploitatie van de mijnen onder de beste voorwaarden inzake financiering en kostprijs te laten geschieden. De Minister meent dat de pessimistische vooruitzichten moeten bestempeld worden als « te pessimistisch ».

Voor de steenkolenmijnen tracht men arbeidskrachten aan te werven, met name voor Limburg.

Eind 1962 wordt de afzondering van de steenkolenmarkt opgeheven. Het is immers niet redelijk te verzoeken om de afzondering wanneer de kolenvoorraad 2 miljoen ton bedraagt. Wanneer de beperkingen worden afgeschaft, zullen wij met verschillende vraagstukken worden geconfronteerd (het vermijden van vervangingen, enz.) Men moet voorkomen dat bepaalde partners Amerikaanse steenkolen invoeren en ons hun eigen kolen verkopen. Een vast comité zal deze evolutie in het kader van de E.G.K.S. moeten volgen.

Een der grote problemen die de sanering remmen is het vraagstuk van het vervoer. De binnenscheepvaart past anti-economische maatregelen toe. Zij heeft echter de wind in het zeil, dank zij de hoogconjunctuur, en zij zou dus ernaar moeten streven een normale toestand te herstellen. (De omschakeling is moeilijker in een periode van laagconjunctuur). Het Departement van Verkeerswezen houdt zich bezig met dit vraagstuk van de binnenscheepvaart, maar het heeft af te rekenen met georganiseerde belangen.

De Minister betoogt nog dat het vervoer van de mijn naar het kanaal soms tientallen franken per ton kost. Ook deze kwestie moet worden geregeld.

Wat het *energiebeleid van de Gemeenschap* betreft, deelt de Minister mede dat de Raad van Ministers het memorandum van de Interexecutieve niet heeft ver-

exécutif, bien qu'il soit vrai que l'Allemagne s'y oppose.

Le Ministre estime que la politique énergétique de la Communauté doit être basée sur deux idées (l'énergie au plus bas prix et la sécurité d'approvisionnement). Ces deux concepts ne sont pas toujours conciliables. Pour augmenter la sécurité on voudrait répartir les sources d'approvisionnement et limiter les importations de pétrole de l'Est. D'après le Ministre, l'expérience de 1956 a démontré que la sécurité ne peut pas être obtenue de cette façon-là, même après la découverte de pétrole en Lybie et au Sahara. L'Interexécutif avait proposé de payer un surprix au pétrole communautaire. Le Ministre estime qu'un système de surprix serait en contradiction avec l'objectif du plus bas prix. D'autre part, l'augmentation du stockage à 6 mois entraînerait une dépense annuelle de l'ordre de 2 milliards. Le Ministre voudrait assurer les objectifs d'une politique énergétique en faisant une distinction entre le charbon qui est essentiel et vital, et le charbon qui est substituable.

D'après le Ministre, il faut développer la production de charbon cokéifiable. A ce sujet, il propose de donner une petite prime à ce charbon. Pour le charbon substituable, personne ne pourra en arrêter le recul. D'autre part, il faut tenir compte du fait que, probablement à partir de 1972, l'énergie nucléaire pourra être compétitive. Déjà actuellement, Electricité de France a construit une centrale nucléaire qui est compétitive avec les autres sources d'énergie. Le Ministre se demande si la période de transition ne devrait pas durer jusqu'au moment où l'énergie nucléaire sera devenue compétitive.

Il semble que la Haute Autorité établit un nouveau mémoire. D'autre part, le Ministre affirme que d'après lui la révision du Traité de la C.E.C.A. est indispensable. On dit que la Haute Autorité songerait à demander des pleins pouvoirs pour pouvoir faire une politique énergétique; le Gouvernement allemand serait favorable à cette demande.

Dans le domaine du *gaz naturel*, tout le monde connaît les possibilités des Hollandais. Ceci pose des problèmes. Les gaziers ont négocié, mais paraît-il les réserves sont chères. Le Ministre pense que nous devons réexaminer la politique du gaz. Cet examen pourrait se faire par le Comité de Contrôle (le secteur du gaz y étant incorporé). Le Ministre continue de voir les Hollandais. D'après M. De Pous, Ministre hollandais des Affaires économiques, la Hollande envisage de construire une usine chimique axée sur le gisement de gaz naturel. Chez nous, des pourparlers ont eu lieu avec le secteur de la pétrochimie, parce que la découverte hollandaise pourrait constituer un danger pour notre industrie chimique. Il est certain que la Hollande dispose maintenant d'un instrument de concurrence redoutable. Le Ministre suivra de très près l'évolution dans ce secteur.

worpen, ofschoon het wel waar is dat Duitsland zich er tegen verzet.

De Minister meent dat het energiebeleid van de Gemeenschap op twee grondgedachten moeten steunen (energie tegen zo laag mogelijke prijs en zekerheid van bevoorrading). Beide begrippen kunnen niet altijd met elkaar worden overeengebracht. Om de zekerheid te vergroten zou men de bevoorradingsbronnen willen spreiden en de invoer van petroleum uit het Oosten willen beperken. Volgens de Minister heeft de ervaring van 1956 aangetoond dat de zekerheid niet op die manier kan worden verkregen, zelfs na de ontdekking van petroleum in Lybië en in de Sahara. De Interexecutieve had voorgesteld een « overprijs » voor de petroleum uit de Gemeenschap te betalen. De Minister is van oordeel dat zulk een regeling in strijd zou zijn met het nagestreefde doel, nl. kopen tegen de laagste prijs. Anderdeels, voorraden voor 6 maand opslaan zou jaarlijks circa 2 miljard kosten. De Minister wil de doelstellingen van een energiebeleid bereiken door een onderscheid te maken tussen de wezenlijk noodzakelijke en de vervangbare steenkool.

Volgens de Minister moet men de produktie van de cokeskolen ontwikkelen. In dit verband stelt hij voor, een kleine premie voor deze kolen toe te kennen. Wat de vervangbare steenkolen betreft, niemand zal de achteruitgang daarvan kunnen tegenhouden. Anderzijds moet men rekening houden met het feit dat de kernenergie waarschijnlijk vanaf 1972 in staat zal zijn te concurreren. Thans reeds heeft « Electricité de France » een kerncentrale gebouwd die kan concurreren met de andere energiebronnen. De Minister vraagt zich af, of de overgangperiode niet zou moeten duren tot op het ogenblik dat de kernenergie zal kunnen concurreren.

Het schijnt dat de Hoge Autoriteit een nieuw memorandum opstelt. Anderzijds verklaart de Minister dat de herziening van het Verdrag van de E.G.K.S., naar zijn mening, absoluut noodzakelijk is. Men zegt dat de Hoge Autoriteit eraan zou denken volmachten te vragen om een energiebeleid te kunnen voeren; de Duitse regering zou dit verzoek gunstig onthalen.

Inzake *aardgas* kent ieder de mogelijkheden in Nederland. Zulks doet vraagstukken oprijzen. De gas-industriëlen hebben onderhandeld, maar het schijnt dat de reserves duur zijn. De Minister denkt dat wij de politiek inzake gas opnieuw moeten onderzoeken. Dit onderzoek zou kunnen worden verricht door het Controlecomité (waarin de gassector zou zijn opgenomen). De Minister ontmoet nog steeds de Nederlanders. Volgens de h. De Pous, Nederlands Minister van Economische Zaken, overweegt Nederland een chemische fabriek te bouwen voor de exploitatie van het aardgas. Bij ons hebben er besprekingen met de sector van de petrochemie plaatsgehad, aangezien de Nederlandse ontdekking een gevaar zou kunnen zijn voor onze scheikundige nijverheid. Het staat vast dat Nederland thans over een geducht concurrentiewapen beschikt. De Minister zal de evolutie in deze sector van zeer dichtbij volgen.

La réduction des *tarifs de l'électricité* sera dans l'avenir moins spectaculaire que dans le passé. D'autre part, le Ministre signale qu'il y a lieu d'élargir le Comité de Contrôle (dans sa composition devraient être inclus les auto-producteurs pour autant qu'ils vendent également de l'électricité). Le secteur de l'électricité étant un service public jouissant d'un monopole, il doit être une maison de verre qui ne cache rien à l'opinion publique (c'est dans ce sens que le Ministre essaiera de réformer le Comité de Contrôle).

D'autre part, le Ministre signale que la *réorganisation de Mol* sera terminée pour la fin de l'année. Les relations se sont améliorées : récemment le Conseil d'administration a décidé de remplacer le Directeur général et de nommer un Directeur général adjoint. L'Etat ne pouvant continuer à augmenter le subside annuel, il est nécessaire de dresser l'inventaire de Mol et de reconsidérer le cadre du personnel, et de voir de quelle manière seront dressés les programmes scientifiques. Le Ministre a écrit dans ce sens au Centre et la réaction de celui-ci a été bonne. Le travail de revision de la Convention avec le Centre est presque terminé. A la suite de tout cela, les attributions des dirigeants ont été précisées. Le Ministre croit qu'il en résultera beaucoup de bien et que l'industrie pourra tirer de ce Centre des avantages substantiels.

Personnellement, le Ministre attache de l'importance à la coopération de Mol avec d'autres pays. Ce problème a été soumis au Président du Centre de Mol. D'après la réponse reçue, le nécessaire a été fait dans tous les domaines où la collaboration avec d'autres pays est actuellement possible.

Euratom intervient à Mol par l'octroi de contrats de financement des activités scientifiques. Dans le passé, la France avait 40 % des contrats et la Belgique 25 à 30 %. L'Allemagne s'est adressée à Euratom en affirmant que sa part n'était pas proportionnelle aux moyens qu'elle met à la disposition de l'Euratom (25 % des moyens contre 6 à 7 % des contrats). Celui-ci a dès lors décidé de passer les contrats après publicité préalable. Ainsi va-t-on vers la rectification d'une situation qui ne pouvait durer.

En ce qui concerne le C.E.R.N. à Genève, la contribution sera revue.

La Centrale de Chooz sera construite. Electricité de France et les producteurs de Belgique auront besoin de quatre ans pour la réaliser. Il s'agit d'une première centrale, une deuxième serait installée sur territoire belge.

Politique des prix.

Le résultat de cette politique a été satisfaisant. D'après la Communauté, une hausse annuelle de 1 % en haute conjoncture est fort acceptable. Certains problèmes se posent cependant à cause notamment de l'augmentation des salaires; il faut noter que l'augmentation de la taxe de transmission n'a pas été répercutée dans les prix. La Commission des Prix examine ces problèmes, mais le Ministre pense qu'il doit avoir à sa

In de toekomst zullen de *electriciteitslarieven* minde aanzienlijk dan in het verleden worden verlaagd. Anderzijds wijst de Minister erop dat het Controlecomité behoort te worden uitgebreid (de zelfvoortbrengers zouden in dit comité moeten worden opgenomen, voor zover zij ook electriciteit verkopen). Aangezien de electriciteitssector een openbare dienst is die een monopolie bezit, moet hij alle kaarten op tafel leggen, zodat niets voor het publiek verborgen is (de Minister zal trachten het Controlecomité in die zin te hervormen).

Anderzijds verklaart de Minister dat de *reorganisatie van Mol* tegen het einde van het jaar zal voltooid zijn. De betrekkingen zijn verbeterd : onlangs heeft de Raad van beheer beslist de directeur-generaal te vervangen en een adjunct-directeur-generaal te benoemen. Daar de Staat de jaarlijkse subsidies niet kan blijven verhogen, is het nodig de inventaris van Mol op te maken en het kader van het personeel opnieuw te onderzoeken, en na te gaan op welke wijze de wetenschappelijke programma's zullen worden opgemaakt. De Minister heeft in deze zin aan het Centrum geschreven en de reactie was goed. De werkzaamheden in verband met de herziening van de Overeenkomst met het Centrum zijn bijna beëindigd. Ten gevolge van dit alles werden de bevoegdheden van de leiders er van nader bepaald. De Minister gelooft dat zulks een zeer goed resultaat zal opleveren en dat de industrie uit dat Centrum aanzienlijke voordelen zal kunnen halen.

Persoonlijk hecht de Minister veel belang aan de samenwerking van Mol met andere landen. Deze kwestie werd aan de voorzitter van het Centrum van Mol voorgelegd. Volgens het ontvangen antwoord werd het nodige gedaan op elk gebied waarop samenwerking met andere landen voor het ogenblik mogelijk is.

Euratom steunt Mol door het verlenen van contracten voor de financiering van de wetenschappelijke activiteiten. In het verleden had Frankrijk 40 % der contracten en België 25 tot 30 %. Duitsland heeft zich bij Euratom beklagd, dat zijn aandeel niet evenredig is aan de middelen die het ter beschikking van Euratom stelt (25 % der geldmiddelen tegen 6 à 7 % van de contracten). Euratom heeft dan ook beslist de contracten te sluiten na voorafgaande openbare bekendmaking. Zo gaat men een toestand rechtzetten die niet kon blijven duren.

Wat het E.C.K.O. te Genève betreft, zal de bijdrage worden herzien.

De centrale van Chooz zal worden gebouwd. Electricité de France en de Belgische producenten zullen vier jaar nodig hebben om deze te voltooien. Het betreft een eerste centrale; een tweede zou op Belgisch grondgebied worden gevestigd.

Prijspolitiek.

Het resultaat van deze politiek was bevredigend. Volgens de Gemeenschap is een jaarlijkse stijging van 1 % in een tijdperk van hoogconjunctuur zeer aanneemelijk. Sommige vraagstukken rijzen nochtans, inzonderheid ten gevolge van de verhoging der lonen. Men moet aanstippen dat de verhoging van de overdrachtstaxe niet in de prijzen werd doorgerekend. De Prijzencommissie bestudeert deze problemen, maar de

disposition les instruments d'une politique des prix. Autour d'un avant-projet de loi qui traite entre autres du contrôle, on discute beaucoup. Il essaiera de trouver les moyens et la procédure, parce que les intéressés ont le droit de demander des garanties. D'autre part, il signale encore que son collègue hollandais dispose de pouvoirs qui dépassent largement ceux qui sont prévus à l'avant-projet de loi.

Depuis 2 ou 3 mois, on a beaucoup parlé de l'index. On a même soupçonné le Ministre de le manipuler. Celui-ci rappelle qu'au mois d'août le gouvernement a décidé une augmentation des abonnements ouvriers; cette augmentation étant à charge du patron, les charges que les usagers supportent, ne sont, dès lors, pas augmentées et l'index n'avait pas à tenir compte de cette augmentation des abonnements.

Communauté de Luxembourg.

Le Conseil des Ministres se réunira le 19 novembre prochain pour examiner un mémorandum que la Haute Autorité prépare au sujet des lignes directrices d'une politique énergétique. Le 19 novembre seront également reprises les négociations avec la Grande-Bretagne. La liste des premiers problèmes à examiner comprend des problèmes d'ordre institutionnel et économique.

A Luxembourg, la négociation a continué dans l'entretemps à l'échelon des représentants. Le 19 novembre, le Conseil des Ministres fera le point. Les Britanniques espèrent que cela ne durera pas trop longtemps.

Communauté de Bruxelles.

On sait que dans le domaine de l'agriculture, on a réalisé un certain nombre de règlements agricoles. Actuellement, est examiné le problème des matières grasses. Ici se posent des questions fort graves; il s'agit de savoir comment l'intégration se fera (au détriment de la margarine, par exemple). Le Gouvernement suit cette évolution de très près.

Les négociations avec les Britanniques continuent. D'abord on a examiné les problèmes des secteurs des produits textiles et du plomb et du zinc. On est arrivé à un accord sur un texte qui comprend une réglementation de l'importation de cotonnades. Ce texte fait déjà l'objet d'interprétations. Nos producteurs sont inquiets.

Nous avons dans le secteur du plomb et du zinc, une vieille industrie qui occupe 7.500 à 8.000 personnes. Le Ministre a examiné le problème avec son collègue hollandais et il doit le revoir. Il faut aller vers un arrangement comme celui conclu en mai à Florence.

**

En ce qui concerne le désir de voir nos parlementaires mieux informés en vue des *débats de Strasbourg*, le

Minister meent dat hij dient te beschikken over de instrumenten van een prijsbeleid. Men redetwist veel in verband met een voorontwerp van wet dat onder andere handelt over de controle. Hij zal trachten de middelen en de procedure te vinden, omdat de betrokkenen het recht hebben om waarborgen te vragen. Anderzijds wijst hij er nog op, dat zijn Nederlandse collega bevoegdheden heeft die heel wat ruimer zijn dan die welke het voorontwerp van wet verleent.

Sedert twee of drie maand heeft men veel over de index gesproken. Men heeft zelfs de Minister ervan verdacht dat hij met de index knoeide. Deze herinnert eraan, dat de Regering in augustus tot de verhoging der werkliedenabonnementsen besloten heeft. Daar deze verhoging voor rekening kwam van de werkgever, zijn de lasten, die de spoorabonnees dragen, dus niet verzwaaard en bij de berekening van de index diende men de prijsstijging der abonnementsen dan ook niet in aanmerking te nemen.

Gemeenschap van Luxemburg.

De Raad van Ministers komt op 19 november e.k. bijeen om een memorandum te onderzoeken dat de Hoge Autoriteit in verband met de oriëntering van een energiebeleid voorbereidt. Op 19 november worden eveneens de onderhandelingen met Groot-Brittannië hervat. De vraagstukken van institutionele en economische aard komen voor onder de eerste problemen die moeten worden onderzocht.

Ondertussen hebben de vertegenwoordigers de onderhandelingen te Luxemburg voortgezet. Op 19 november zal de Raad van Ministers een nauwkeurig overzicht opmaken. De Britten hopen dat zulks niet te lang zal duren.

Gemeenschap van Brussel.

Men weet dat op het gebied van de landbouw een bepaald aantal landbouwverordeningen zijn tot stand gebracht. Thans onderzoekt men de kwestie van de vetstoffen. Hier rijzen zeer ernstige vragen: het gaat erom te weten hoe de integratie zal geschieden (ten nadele van de margarine bijvoorbeeld). De Regering volgt nauwlettend deze evolutie.

De onderhandelingen met de Britten gaan verder. Allereerst heeft men de vraagstukken onderzocht van de sectoren textielprodukten en lood en zink. Men heeft overeenstemming bereikt over een tekst die een regeling bevat inzake de invoer van katoenen stoffen. Deze tekst wordt reeds op verschillende manieren uitgelegd. Onze producenten zijn ongerust.

In de sector lood en zink hebben wij te maken met een oude industrie die 7.500 tot 8.000 personen te werk stelt. De Minister heeft dit probleem onderzocht met zijn Nederlandse collega die hij opnieuw moet ontmoeten. Men moet komen tot een regeling zoals die welke in mei in Florence is gesloten.

**

In verband met het verlangen van onze parlementsleden om beter te worden ingelicht met het oog op de

Ministre signale qu'il a demandé des avis. Il est, en effet difficile pour les parlementaires de s'adresser continuellement au Gouvernement. Le Ministre a vérifié ce qui existe dans les autres pays. En Hollande, il y a au Parlement une Commission de Strasbourg qui interroge le Gouvernement. Le Ministre suggère aux Parlementaires de Strasbourg de se rencontrer et de faire le point avec le Gouvernement.

DISCUSSION GENERALE.

Un commissaire constate que le Ministre n'a pas expliqué comment la Commission des Affaires Economiques sera associée à l'aménagement du territoire. Il signale que pour sa région, par exemple, des plans régionaux précis ont été publiés sans que la Commission en ait été avertie. Un parlementaire, à son avis, (et cet avis est partagé par plusieurs commissaires) a le droit d'être renseigné directement par le Ministre avant de l'être par les journaux.

Il souligne que deux grandes industries sont handicapées : les charbonnages et la sidérurgie. Celle-ci n'a pas atteint en 1961 le niveau de 1960. Une reprise se dessine pour 1962, mais néanmoins la situation reste dangereuse car la Hollande augmente sa production et l'augmentera encore, et d'autres entreprises s'installent au bord de la mer : travaux exécutés dans le cadre du plan Delta, dans le cadre de l'extension des ports de Rotterdam et de IJmuiden, dans le cadre de l'extension de Dunkerque et de Brest.

Compte tenu de ces développements à l'étranger, le problème des transports doit être examiné de très près car nos entreprises sidérurgiques tirent leurs matières premières de l'étranger. Dans l'avenir, ces matières premières ne viendraient plus seulement de l'Espagne, de la Lorraine ou de la Suède, mais aussi du Venezuela et d'autres territoires lointains.

Comment la sidérurgie pourra-t-elle survivre si les coûts des transports ne sont pas diminués ? L'Allemagne a décidé de faire un port en mer qui coûtera 1 milliard de D.M. Or les ports qui peuvent recevoir des tonnages de 100.000 T., contribueront à faire diminuer les frais de transports.

L'année 1961 a vu s'accomplir une véritable révolution en ce qui concerne les pétroliers, ceux de 80.000 T, par exemple, sont appelés à devenir normaux. Trois pétroliers de 86.000 T. ont été commandés par la Deutsche Esso, deux pétroliers de 87.000 T. par la Compagnie Américaine Erling Naess, neuf pétroliers de 80.000 T. par la Shell, l'armateur Bergessen a commandé un pétrolier de 100.000 T., la maison Ludwig, un de 150.000 T qui sera construit en 1963. Il n'est donc pas téméraire de souligner que le pétrolier de 80.000 T ne constituera plus demain une exception. La tendance est analogue dans le transport de marchandises de masse en vrac. Jusqu'à présent, pour de telles marchandises, on n'employait que des bateaux de 40.000 T., aujourd'hui, un transporteur vient de commander un cargo de 53.000 T. de charge utile. Eu égard à cette tendance, la Belgique ne peut recevoir

debatten van Straatsburg, verklaart de Minister dat hij adviezen heeft gevraagd. Het valt de parlementsleden immers moeilijk, om zich voortdurend tot de Regering te richten. De Minister heeft nagegaan wat er zoal in de andere landen bestaat. In Nederland is er in het Parlement een Commissie van Straatsburg, die de Regering vragen stelt. De Minister suggereert de Parlementsleden van Straatsburg om bijeen te komen en om met de Regering de zaak te bespreken.

ALGEMENE BESPREKING.

Een lid merkt op dat de Minister niet heeft uitgelegd hoe de Commissie voor de Economische Zaken betrokken zal worden bij de ruimtelijke ordening van het grondgebied. Hij wijst erop dat, voor zijn streek bijvoorbeeld, nauwkeurige streekplannen zijn gepubliceerd zonder dat de Commissie hiervan op de hoogte gebracht was. Een parlements lid heeft, naar zijn oordeel (en dit oordeel wordt door verscheidene leden gedeeld) het recht rechtstreeks door de Minister in plaats van door de kranten te worden voorgelegd.

Hij wijst erop dat twee grote industrieën moeilijkheden ondervinden : de steenkolenmijnen en de ijzer- en staalnijverheid. In 1961 is in de ijzer- en staalnijverheid niet het peil van 1960 bereikt. Voor 1962 tekent zich een opleving af, maar de toestand blijft toch gevaarlijk omdat Nederland zijn produktie verhoogt en nog zal verhogen en omdat andere bedrijven zich aan zee vestigen : werken in het kader van het Delta-plan, in het kader van de uitbreiding van de havens van Rotterdam en IJmuiden, in het kader van de uitbreiding van Duinkerken en Brest.

Rekening gehouden met die uitbreidingen in het buitenland moet het transportprobleem van zeer dichtbij worden gevolgd, want onze ijzer- en staalbedrijven betrekken hun grondstoffen uit het buitenland. In de toekomst zullen die grondstoffen niet meer alleen uit Spanje, Lotharingen of Zweden komen, maar ook uit Venezuela en andere verre landen.

Hoe zal de ijzer- en staalnijverheid het hoofd boven water kunnen houden als de vervoerkosten niet worden verlaagd ? Duitsland heeft besloten een haven in zee te bouwen die 1 miljard DM zal kosten. Doch havens, waar schepen van 100.000 ton kunnen aanleggen, zullen ertoe bijdragen de transportkosten te drukken.

Het jaar 1961 heeft een echte revolutie te zien geven wat betreft de petroleumtankschepen. Schepen van 80.000 ton bijvoorbeeld zullen weldra de normale zijn. Drie petroleum schepen van 86.000 ton werden besteld door de Deutsche Esso, twee tankschepen van 87.000 ton door de Amerikaanse maatschappij Erling Naess, negen van 80.000 ton door de Shell, terwijl de rederij Bergessen een petroleum tankschip heeft besteld van 100.000 ton, en het huis Ludwig een van 150.000 ton, dat in 1963 zal worden gebouwd. Het is dus niet overdreven aan te nemen dat een petroleum tankschip van 80.000 ton morgen geen uitzondering meer zal zijn. In het vervoer van massagoederen in bulk is een soortgelijke strekking waar te nemen. Tot nog toe gebruikte men voor zulke goederen slechts schepen van 40.000 T. maar nu heeft een bevrachter een cargo van 53.000 ton laadvermogen besteld. In België kunnen evenwel

que des bateaux de 40.000 T. Devra-t-on alors s'adresser soit à Dunkerque, soit à Rotterdam ?

Voyons les canaux. Pour inciter les investisseurs à s'intéresser à la partie sud du pays, on y creuse des canaux de 1.350 T., gabarit dépassé, dit ce commissaire. En Allemagne, et ailleurs aussi, la technique du poussage se développe. Il est question pour nous de l'appliquer entre Hasselt et Anvers, mais ce parcours est insuffisant. Les 1.350 T. devaient devenir 2.000 T. Les grands travaux en exécution dans notre pays ont certes une grande incidence économique et sauver ce que l'on peut encore sauver est souhaitable, mais qu'aurions-nous pu faire avec les 50 milliards et même plus qui ont été accordés aux charbonnages sous forme de sub-sides ?

Il y a aussi un problème des eaux douces sur lequel le commissaire attire l'attention du ministre. Il continue en signalant que la ville d'Anvers a transformé son port de commerce en port industriel, malgré que les terrains industriels ne soient pas protégés contre les inondations. Les Hollandais relèvent leurs digues de 1 m 10, nos services à nous, ne font rien en cette matière.

Quant aux pipe-lines, il demande s'il est exact qu'il en serait construit un de Rotterdam à Anvers, le port de Rotterdam étant seul qualifié pour recevoir des pétroliers de 80.000 T.

Tous ces problèmes de transport pèsent lourdement sur nos prix de revient. Il est urgent de les résoudre dans le bon sens, la politique actuelle ne tenant pas toujours compte des exigences de la vie économique. Et à ce sujet, ce commissaire signale que pour les voies navigables, par exemple, le pont de Jambes à Namur et le pont des Troux à Tournai freinent l'amélioration de la navigabilité.

Il insiste encore pour que les Commissions réunies des Affaires Economiques et des Communications se réunissent au plus tôt pour l'examen de ces problèmes.

Le système des subsides et des aides ne pourra durer dans la Communauté. Dans la concurrence de demain, l'avantage géographique et l'infrastructure seront les grands atouts.

Un autre membre de la Commission demande que la décentralisation de la politique économique s'accompagne de l'élaboration et de l'application d'une politique économique commune et ce, afin d'éviter des contradictions entre les objectifs poursuivis par les organes décentralisés.

Il se dit d'accord sur la nécessité de coordonner la recherche scientifique appliquée et voudrait obtenir de plus amples renseignements à ce sujet; il est également d'accord pour, dans cette matière, collaborer avec les Pays-Bas et éventuellement avec d'autres pays européens.

En ce qui concerne la politique énergétique de la Communauté, ce commissaire renvoyant à des articles publiés par la « Frankfurter Allgemeine Zeitung » se demande si les Allemands ont l'intention de faire leur

slechts schepen van 40.000 ton aanleggen. Zal men derhalve verplicht zijn zich tot Duinkerken of tot Rotterdam te wenden ?

En nu de kanalen. Om bij de investeerders belangstelling te wekken voor het Zuiden van het land, graaft men kanalen van 1.350 ton die, volgens dat lid, voorbijgestreefd zijn. In Duitsland en ook elders wordt de duwvaart ontwikkeld. Ook bij ons is men voornemens de duwvaart toe te passen tussen Hasselt en Antwerpen, maar die afstand is te kort. De kanalen van 1.350 ton zouden tot 2.000 ton vergroot moeten worden. De grote werken die bij ons in uitvoering zijn, hebben voorzeker een grote economische weerslag en men dient te redden wat nog te redden is, maar wat hadden we niet kunnen doen met de 50 miljard en meer die in de vorm van toelagen aan de steenkolenmijnen zijn verleend ?

Ook met betrekking tot de zoete wateren rijst een probleem waarop het lid de aandacht van de Minister vestigt. Hij merkt voorts op dat Antwerpen zijn handelshaven heeft veranderd in een industriehaven, niet-tegenstaande de industriegronden niet beschermd zijn tegen overstromingen. De Nederlanders hogen hun dijken 1,40 meter op, terwijl onze diensten niets doen.

Wat betreft de pijpleidingen, vraagt hij of het juist is dat er een gebouwd zal worden van Rotterdam naar Antwerpen, omdat de haven van Rotterdam de enige is waar petroleumschepen van 80.000 ton kunnen aanleggen.

Al die transportproblemen drukken natuurlijk op onze kostprijzen. Zij moeten dringend in gunstige zin worden opgelost, maar de huidige politiek houdt niet altijd rekening met de eisen van de economie. In dit verband merkt dat lid op dat, wat betreft de waterwegen bijvoorbeeld, de brug van Jambes te Namen en de « Pont des Troux » te Doornik de verbetering van de vaarweg verhinderen.

Hij dringt erop aan dat de Verenigde Commissies voor de Economische Zaken en voor het Verkeerswezen ten spoedigste die problemen zouden onderzoeken.

Het stelsel van subsidiëring en hulpverlening zal in de Gemeenschap niet kunnen duren. De aardrijkskundige ligging en de infrastructuur zullen in de toekomstige concurrentieverhoudingen de grote troeven zijn.

Een ander lid van de Commissie vraagt dat de decentralisatie van het economisch beleid gepaard zou gaan met de voorbereiding en de toepassing van een gemeenschappelijk economisch beleid, ten einde tegenspraak te vermijden tussen de doelstellingen die de gedecentraliseerde instellingen nastreven.

Hij zegt akkoord te gaan met de noodzakelijke coördinering van het toegepast wetenschappelijk onderzoek en wenst hieromtrent nadere inlichtingen; hij keurt in dit verband ook de samenwerking met Nederland en eventueel met andere Europese landen goed.

Wat betreft het energiegebied van de Gemeenschap, verwijst dat lid naar artikelen die verschenen zijn in de « Frankfurter Allgemeine Zeitung » en vraagt hij zich af of de Duitsers voornemens zijn een eigen energie-

propre politique énergétique. Il en a l'impression et croit dès lors que l'on critique trop l'interexécutif car l'attitude de ce dernier est, à son avis, moins dangereuse que l'attitude des Allemands.

Il félicite le Ministre pour sa position dans la question des textiles, du plomb et du zinc. Mais il est d'avis que, notamment pour ces questions importantes, les parlementaires de Strasbourg devraient être mieux informés.

Un autre commissaire estime que l'exposé du ministre a été optimiste, mais il vaudrait entendre sa réponse au sujet du secteur sidérurgique pour lequel le premier intervenant a manifesté des inquiétudes. Il souhaite que les meilleurs résultats soient obtenus par la programmation.

Une collaboration de l'I.R.S.I.A. avec les Hollandais est souhaitable, dit-il, mais il attire cependant l'attention des membres de la Commission sur le fait que dans le cadre de la Communauté Européenne, la Belgique est parfois mieux soutenue par les autres partenaires que par les Hollandais.

Il est d'accord avec le Ministre pour que disparaissent les anomalies observées dans le secteur de la batellerie et que le nécessaire soit fait à ce sujet.

Il pose deux questions :

1° comment le ministre envisage-t-il une modification du Traité de Paris ?

2° quels sont les schémas qui délimitent la compétence des Sociétés Régionales d'Investissement, des Sociétés de Développement Régional et des Sociétés d'Aménagement du Territoire ?

Il serait intéressant, dit un autre commissaire, que l'on examine au plus tôt les incidences économiques des programmes des voies navigables, des routes et des ports.

Dans le domaine de la recherche technologique, les Hollandais nous dépassent certainement. La collaboration entre l'I.R.S.I.A. et Delft serait souhaitable et on pourrait s'inspirer des réalisations dans le domaine de la normalisation où la collaboration est effective.

Il croit que le Traité de Paris est dépassé. La question primordiale est de sauvegarder la sécurité de nos approvisionnements. On trouve du gaz et pétrole presque partout dans le monde. Il faut espérer que l'avenir nous en apportera aussi.

La politique de décentralisation prévoit, souligne un membre, trois organismes : les Sociétés Régionales d'Investissements, les Sociétés Régionales de Développement et les Sociétés d'Aménagement du Territoire. Ne serait-il pas possible de les réduire à deux et de réunir les Sociétés S.R.D. et S.A.T. en une seule ?

beleid te voeren. Hij heeft de indruk dat dit werkelijk het geval is en meent derhalve dat de Interexecutieve te scherp gehokeld wordt omdat haar standpunt, naar zijn oordeel, minder gevaarlijk is dan de houding van de Duitsers.

Hij wenst de Minister geluk met zijn optreden inzake de textiel, het lood en het zink. Maar hij is van oordeel dat, vooral voor dergelijke belangrijke problemen, de parlementariërs te Straatsburg beter voorgezicht moeten worden.

Een ander lid is van oordeel dat het betoog van de Minister optimistisch gekleurd was, maar hij zou toch zijn antwoord willen kennen in verband met de ijzeren staalnijverheid, waarvoor de eerste spreker uiting heeft gegeven aan zijn ongerustheid. Hij wenst dat de programmatie de beste resultaten zou opleveren.

Samenwerking tussen het I.W.O.N.L. en Nederland is volgens hem wenselijk, maar hij vestigt toch de aandacht van de commissieleden erop dat België in het kader van de Europese Gemeenschap soms beter gesteund wordt door de andere partners dan door de Nederlanders.

Hij gaat akkoord met de Minister om de ongerijmdheden in de binnenscheepvaart op te heffen en vraagt dat op dit gebied het nodige zou worden gedaan.

Hij stelt twee vragen :

1° hoe ziet de Minister de wijziging van het Verdrag van Parijs ?

2° wat zijn de normen die de bevoegdheid van de gewestelijke investeringsmaatschappijen, de maatschappijen voor streekontwikkeling en de maatschappijen voor ruimtelijke ordening begrenzen ?

Het ware van belang, aldus een ander lid, dat de economische weerslag van het programma inzake waterwegen, wegen en havens, ten spoedigste zou worden onderzocht.

Op het gebied van het technologisch onderzoek hebben de Nederlanders zeker een voorsprong op ons. Een samenwerking tussen het I.W.O.N.L. en Delft is wenselijk en men zou zich kunnen inspireren op wat is verwezenlijkt inzake normalisatie, waar een echte samenwerking bestaat.

Hij acht het Verdrag van Parijs voorbijgestreefd. Het komt er allereerst op aan onze bevoorrading veilig te stellen. Men treft overal ter wereld gas en petroleum aan. Naar men hopen mag zullen ook wij er ontdekken.

Het decentralisatiebeleid voorziet in drie lichamen, aldus een lid, namelijk de gewestelijke investeringsmaatschappijen, de gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen en de maatschappijen voor ruimtelijke ordening; is het niet mogelijk het aantal ervan tot twee te beperken en namelijk de maatschappijen voor streekontwikkeling en voor ruimtelijke ordening samen te voegen ?

Un commissaire signale que la technique nouvelle de la politique des revenus l'inquiète.

La fusion des organismes consultatifs n'est pas une mauvaise chose, dit-il encore, mais cette façon de faire est dépassée. Peut-être l'administration pouvait-elle à ce sujet s'inspirer de l'exemple français (Conseil Economique et Social).

Le pays manque bien sûr de statistiques convenables. Il croit cependant que le Gouvernement n'encourage pas suffisamment la recherche statistique. Des fonctionnaires quittent l'Institut des Statistiques parce que la fonction publique est mal rétribuée.

Des chiffres très différents sont donnés pour le Revenu national brut. Dans ces conditions, partant de chiffres différents, toutes les programmations sont possibles.

La politique du gouvernement semblant être basée sur la programmation économique, ne serait-il pas possible d'y associer davantage le Parlement ?

A quoi sert aujourd'hui le Bureau d'Etudes du Département ? Un personnel compétent ne serait, paraît-il, plus consulté et particulièrement pour la programmation.

Quant au budget, si au départ, le commissaire était satisfait, il a remarqué depuis que 250 millions de 1962 ont été reportés, ce qui, évidemment, est moins satisfaisant.

Il se demande si les critères d'application des lois de relance économique, même révisés, peuvent être assez précis pour éviter l'arbitraire. Il estime qu'il faudrait même préciser la répartition géographique des avantages accordés par l'Etat. Pourquoi, en effet, tant d'industries s'établissent-elles dans le nord du pays ?

Dans la partie de l'exposé du Ministre concernant la main-d'œuvre, on lit « Pour cela, il faut adapter les lois sociales et encourager, dans la limite des possibilités sociales, le travail féminin ». Tenant compte de cette déclaration, le Commissaire se demande si le Ministre s'est rallié au P.L.P. et s'il approuve le rapport Sauvy.

La pénurie de main-d'œuvre et surtout de main-d'œuvre qualifiée est telle que des mesures sont nécessaires pour remédier à cette situation. Le gouvernement devrait nous dire ce qu'il compte faire en ce domaine.

Il est à souhaiter aussi que soit coordonnée l'action des S.R.I. avec celle du Comité d'Expansion Economique.

Le Directoire charbonnier est sans doute associée aux mesures relatives aux charbonnages. Il aurait, en effet, été paradoxal de le tenir à l'écart. Ce commissaire croit qu'au moment où le charbon étranger entrera dans notre pays, celui-ci subira un choc. Pour les anthracites, au contraire, des licences d'exportation auraient pu être exigées. Il insiste surtout pour que des avantages particuliers ne soient pas accordés à des coopératives.

Een lid zegt dat de nieuwe techniek inzake inkomstenbeleid hem ongerust maakt.

De samenvoeging van de instellingen van advies is geen slechte zaak, zo zegt hij nog, maar de methode is voorbijgestreefd. Misschien zou de administratie zich op dit gebied kunnen inspireren op het Franse voorbeeld (Economische en Sociale Raad).

Het land beschikt stellig niet over de nodige statistieken. Hij gelooft evenwel dat de Regering het statistisch onderzoek niet voldoende aanmoedigt. Ambtenaren verlaten het Instituut voor de Statistiek omdat het openbaar ambt slecht bezoldigd wordt.

Voor het Bruto Nationaal Inkomen worden zeer uiteenlopende cijfers gegeven. Wanneer men van verschillende cijfers uitgaat, is iedere programmatie mogelijk.

Daar het beleid van de Regering op de economische programmatie lijkt te steunen, zou het dan niet mogelijk zijn het Parlement meer hierbij te betrekken ?

Tot wat dient thans de Studiedienst van het Departement ? Het bevoegde personeel zou thans, zo lijkt het toch, niet meer worden geraadpleegd. Dit geldt bijvoorbeeld voor de programmatie.

In verband met de begroting verklaart het commissielid dat hij aanvankelijk tevreden was, doch dat hij nadien heeft vastgesteld dat 250 miljoen van 1962 werden overgedragen, wat natuurlijk minder bevredigend is.

Hij vraagt zich af of de toepassingscriteria van de wetten voor economische herleving, zelfs na herziening, nauwkeurig genoeg kunnen zijn om willekeur te voorkomen. Hij meent dat men zelfs de aardrijkskundige spreiding van de voordelen die de Staat toekent nader moet aangeven. Waarom vestigen zich zoveel bedrijven in het Noorden van het land ?

In de uiteenzetting van de Minister leest men in verband met de arbeidskrachten : « Daartoe moet men de sociale wetten aanpassen en, in de mate van het mogelijke, de vrouwenarbeid in de hand werken ». Rekening houdend met deze verklaring vraagt het commissielid zich af of de Minister instemt met de P.V.V. en of hij het rapport-Sauvy goedkeurt.

De schaarste aan arbeidskrachten en vooral aan geschoolde arbeidskrachten is zo groot, dat maatregelen noodzakelijk zijn om deze toestand te verhelpen. De Regering zou ons moeten zeggen wat zij op dit gebied voornemens is te doen.

Ook is het wenselijk de actie van de G.I.M. en van het Comité voor Economische Expansie te coördineren.

Het Kolendirectorium wordt ongetwijfeld betrokken bij de maatregelen betreffende de steenkolenmijnen. Het zou immers paradoxaal zijn dit niet te doen. Dit lid gelooft dat ons land voor ernstige moeilijkheden zal staan op het ogenblik dat de buitenlandse steenkolen zullen worden ingevoerd. Voor anthraciet daarentegen zou men uitvoervergunningen hebben kunnen eisen. Hij dringt er vooral op aan, dat geen bijzondere voordelen zouden worden toegekend aan coöperaties.

Quant à la fusion des charbonnages de la Campine, il voudrait savoir s'il ne s'agit pas d'un premier pas vers la nationalisation ? Sera-t-il créé un parastatal supplémentaire ou une société mixte ? Ceci étant dit, il est, bien entendu, partisan de la mise en exploitation des réserves de Campine.

Relativement à l'activité des mines, il croit encore que le gouvernement a tort de ne pas pratiquer une politique d'immigration d'ouvriers mineurs. Ce serait là un moyen de maintenir les charbonnages en vie. Et toujours dans ce domaine, il se demande comment sera résolu le problème des avantages sociaux après le délai prévu par la loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière.

Il est aussi sceptique quant à la collaboration avec la Hollande dans le domaine de la recherche appliquée. A propos de Mol, il demande qui remplacera le directeur-général ? Sera-ce le plus compétent qui sera choisi ?

En conclusion, ce commissaire répète que l'exposé du Ministre a été vague, qu'il fait apparaître une politique dirigiste telle que celle des revenus, par exemple; que, par cette politique, les lois du marché seront influencées et que les leviers de commande passeront à l'exécutif. Il fait, en conséquence, des réserves sur la politique annoncée.

Un commissaire, d'autre part, se réjouit de ce que l'expansion économique et la promotion des investissements soient déclarées des objectifs de la politique économique du gouvernement.

Cependant il constate, en ce qui concerne la programmation, que le taux d'expansion initialement prévu de 3,9 par le plan est très supérieur à celui qui sera réalisé en 1962 (3,5 %) et qui est prévu pour 1963 (3 %).

— Aussi fait-il apparaître le grand danger que ce manque de concordance, entre l'objectif et ce qui est réalisé effectivement, fait courir aux organisations syndicales. Si ces derniers soutiennent la Programmation Economique (et du même fait la Programmation Sociale) et respectent les engagements qu'elles prennent dans les comités d'expansion économique, elles peuvent, si les prévisions ne se réalisent pas, se trouver dans une situation critique.

— Le commissaire demande si, contrairement à ce qui est déclaré dans les études relatives à la politique économique publiées par les milieux d'opinions les plus différentes, les Pouvoirs Publics peuvent influencer l'évolution économique d'une façon tellement efficace que les prévisions soient de toute façon réalisées ?

— Les crédits d'investissements productifs sont-ils suffisants pour permettre une telle action ?

— La Commission dite « De Voghel », ne semble pas, de l'avis général, avoir préconisé des solutions concrètes pour acheminer plus vite et mieux les épargnes vers les possibilités d'investissements. Le Gouvernement a-t-il pris des mesures pour qu'en 1963, de telles solutions soient appliquées ?

— En ce qui concerne l'orientation des investissements par secteur, le commissaire demande si le Gouvernement a procédé à une étude permettant de connaître les secteurs normaux (auxquels un avenir est

Wat betreft de fusie der steenkolenmijnen van de Kempen, wenst hij te weten of het hier niet gaat om een eerste stap naar nationalisatie. Zal er nog een parastatale instelling of een gemengde vennootschap worden opgericht ? Na deze beschouwingen merkt dit lid op dat hij natuurlijk voorstander is van het aanboren van de Kempische reserves.

Met betrekking tot de activiteit van de steenkolenmijnen meent hij ook dat de Regering ongelijk heeft geen politiek inzake immigratie van mijnwerkers te volgen. Dat zou een middel zijn om de steenkolenmijnen in leven te houden. Nog steeds op dit gebied vraagt hij hoe het probleem van de sociale voordelen zal worden opgelost na de termijn die bepaald is bij de wet houdende tijdelijke compensatie van sommige lasten van de kolenindustrie.

Hij is ook sceptisch omtrent de samenwerking met Nederland op het gebied van het toegepaste onderzoek. In verband met Mol vraagt hij door wie de directeur-generaal zal worden vervangen. Zal men de bekwaamste kiezen ?

Tot besluit herhaalt dit commissielid dat de uiteenzetting van de Minister vaag was en dat zij wijst op een dirigistische politiek zoals die inzake de inkomens bijvoorbeeld; hij zegt dat de marktwetten door deze politiek zullen worden beïnvloed en dat de uitvoerende macht de commandoposten in handen zal krijgen. Bijgevolg maakt hij voorbehoud ten aanzien van de aangekondigde politiek.

Een commissielid verheugt er zich over dat het economisch beleid van de Regering gericht is op de economische expansie en op de bevordering van de investeringen.

Wat de programmatie betreft stelt hij evenwel vast dat het expansiepercentage van 3,9, dat oorspronkelijk door het plan voorzien was, heel wat hoger is dan hetgeen in 1962 zal worden bereikt (3,5 %), en dan het groeitempo dat voor 1963 is voorzien (3 %).

— Hij wijst ook op het groot gevaar dat er voor de vakbonden bestaat wegens het gebrek aan overeenstemming tussen het doel en hetgeen werkelijk wordt tot stand gebracht. Indien de vakbonden de Economische Programmatie (en derhalve de Sociale Programmatie) steunen en de verbintenissen naleven die zij in de comités voor economische expansie aangaan, kunnen zij in een kritieke toestand geraken ingeval de vooruitzichten geen werkelijkheid worden.

— Dit commissielid vraagt of, in strijd met hetgeen verklaard wordt in de studies betreffende het economisch beleid die door de meest uiteenlopende kringen worden gepubliceerd, de autoriteiten de economische evolutie zo kunnen beïnvloeden, dat de vooruitzichten in ieder geval worden verwezenlijkt ?

— Zijn de kredieten voor produktieve investeringen toereikend om zulk een actie mogelijk te maken ?

— Naar algemene overtuiging lijkt de Commissie-De Voghel geen concrete oplossingen te hebben voorgesteld om de spaargelden vlugger en beter naar investeringsmogelijkheden te oriënteren. Heeft de Regering maatregelen genomen opdat zulke oplossingen in 1963 worden toegepast ?

— In verband met de oriëntering der investering per sector vraagt het commissielid of de Regering een studie heeft uitgewerkt die het mogelijk maakt de normale sectoren te kennen (sectoren met verzekerde

assuré, tenant compte de l'évolution de la technique et de la demande) et les secteurs en régression ? Peut-on avoir quelques indications, demande-t-il, sur les choix qui ont été retenus par le Gouvernement ou le Bureau de Programmation ?

— Dans le cadre de la reconversion des entreprises : y a-t-il une coordination entre la recherche industrielle (celle-ci est-elle exclusivement l'apanage du secteur privé ?) et la recherche des débouchés. (L'Etat fait-il quelque chose dans ce domaine ?) Y a-t-il une aide apportée dans ce domaine aux petites et moyennes entreprises ?

— Le commissaire se réjouit aussi de ce que, délibérément, le Gouvernement ait l'intention de mettre au point une politique de revenus. Celle-ci s'est limitée jusqu'ici à une amélioration des pensions et des allocations familiales. Il demande ce que le Gouvernement prévoit de neuf.

— Abordant la question des régions économiques, il déclare que nombreux sont les citoyens qui voudraient connaître les intentions du Gouvernement à ce sujet. Le Bureau de Programmation a-t-il étudié cette question ? Attend-on des indications de la Communauté Economique Européenne avant de se prononcer ?

— Le commissaire demande encore si le Gouvernement a eu des initiatives en matière de recherches pétrolières ou gazières ? Ou bien attend-il simplement que les compagnies privées s'intéressent à cette question ?

— Il voudrait savoir pour quelles raisons la réduction des tarifs de l'électricité serait, dans l'avenir, moins spectaculaire que dans le passé.

— A propos de l'index des prix de détail, il a appris que le Gouvernement aurait l'intention d'y apporter des modifications. Il demande quelques précisions à ce sujet.

— Enfin, abordant la question déjà très souvent soulevée, de la consultation du Parlement en matière économique, il croit qu'on ne pourra y apporter une solution valable que le jour où on se décidera à instituer une Chambre Politique et une Chambre Economique séparée.

Un autre membre considère comme problèmes importants soumis à la commission :

1^o la programmation. Les commissaires n'en ont pas les éléments, mais puisqu'il nous est annoncé que le projet nous parviendra dans quelques jours, il lui paraît raisonnable d'attendre la documentation avant d'en discuter.

2^o Les problèmes de la main-d'œuvre. Il manque, dit-il, de la main-d'œuvre en qualité mais aussi en quantité. L'apport de main-d'œuvre dépend de l'évolution démographique. Cet apport a donc des limites. Pour remédier à cet état de choses, il croit qu'il faut :

a) améliorer la productivité; concernant l'évolution de la productivité, il serait intéressant de savoir quel a été le niveau de l'emploi en 1960, 1961 et 1962 et de comparer ce niveau à celui de la production industrielle;

toekomst, rekening houdend met de evolutie van de techniek en van de vraag) alsmede de sectoren die achteruit gaan ? Hij vraagt of men enige aanwijzingen kan krijgen over de keus die door de Regering of door het Programmatiebureau werd gedaan ?

— Bestaat er, binnen het raam van de omschakeling der bedrijven, coördinatie tussen het industrieel onderzoek (is dat uitsluitend het werk van privé-sector ?) en het onderzoek van de afzetgebieden (doet de Staat iets op dit gebied ?). Worden de kleine en middelgrote ondernemingen hierbij geholpen ?

— Het commissielid verheugt er zich ook over dat de Regering de uitdrukkelijke bedoeling heeft een politiek inzake de inkomens uit te werken. Totnogtoe heeft dit beleid zich beperkt tot de verbetering van de pensioenen en van de kinderbijslagen. Hij vraagt wat voor nieuws de Regering op het oog heeft.

— Inzake de kwestie van de economische gewesten verklaart hij dat vele burgers de bedoelingen van de Regering in dezen zouden willen kennen. Heeft het Programmatiebureau deze kwestie bestudeerd ? Wacht men op aanwijzingen van de Europese Economische Gemeenschap alvorens zich uit te spreken ?

— Het commissielid vraagt nog of de Regering initiatieven heeft genomen inzake het onderzoek op het gebied van petroleum en gas ? Of verwacht zij zonder meer dat de privé-maatschappijen zich voor deze kwestie interesseren ?

— Hij wenst te weten waarom de vermindering van de electriciteitstarieven in de toekomst niet zo aanzienlijk zou zijn als in het verleden.

— In verband met het indexcijfer der kleinhandels-prijzen heeft hij vernomen dat de Regering de bedoeling zou hebben hierin wijzigingen aan te brengen. Hij vraagt hierover nadere bijzonderheden.

— Ten slotte, in verband met de reeds dikwijls te berde gebrachte kwestie van economisch overleg met het Parlement, gelooft hij dat men hiervoor eerst een degelijke oplossing zal vinden wanneer men zal beslissen een afzonderlijke Politieke Kamer en een Economische Kamer in te stellen.

.....Een ander lid beschouwt als belangrijke aan de Commissie voorgelegde problemen :

1^o de programmatie. De commissieleden beschikken niet over de elementen ervan maar aangezien ons wordt aangekondigd dat het ontwerp ons binnen enkele dagen zal toekomen lijkt het redelijk te wachten op de documentatie alvorens deze zaak te bespreken.

2^o de problemen in verband met de arbeidskrachten. Ons land, zegt hij, heeft gebrek aan arbeidskrachten : kwalitatief maar ook kwantitatief. De aangroei van de arbeidskrachten hangt af van de demografische ontwikkeling. Deze aangroei is dus beperkt. Om deze toestand te verbeteren moet men er voor zorgen :

a) de produktiviteit op te voeren; met betrekking tot de evolutie van de produktiviteit zou het interessant zijn te weten welk het niveau was van de tewerkstelling in 1960, 1961 en 1962 en dit niveau te vergelijken met dat van de industriële programmatie;

b) favoriser l'immigration de main-d'œuvre étrangère étant donné que certaines régions d'Europe sont encore en sous-emploi.

A ce sujet, il demande au gouvernement, quelles sont les mesures qu'il compte prendre pour favoriser l'entrée de travailleurs étrangers en Belgique, ainsi que les mesures envisagées pour favoriser la formation de main-d'œuvre qualifiée.

3° Au sujet du Centre Nucléaire de Mol, ce commissaire signale les chiffres de dépenses relevés aux pages 10 et 11 du Budget :

1961 : 626.300.000

1962 : 719.000.000

1963 : 840.550.000

A ces montants, il faut ajouter ceux qui sont prévus au titre de dépenses extraordinaires (pages 14 et 15).

1962 : autorisations : 123.900.000.

1963 : autorisations : 158.200.000.

Il ne discute pas l'utilité de ces dépenses, mais il pense que vu leur importance et leur accroissement, le Parlement devrait pouvoir disposer de rapports annuels qui lui permettraient de s'assurer de la bonne utilisation des sommes attribuées et de se rendre compte des résultats obtenus.

4° Beaucoup de nos concitoyens s'inquiètent du fait que, malgré de nombreuses prospections géologiques, on n'ait pas encore découvert des réserves de pétrole ou de gaz dans notre pays, alors que des découvertes importantes ont été faites dans les pays limitrophes. Relativement à cette question, le commissaire voudrait connaître la teneur des engagements qui lie l'Etat aux prospecteurs ainsi que les résultats déjà atteints.

5° Il attire encore l'attention des membres de la Commission sur un exemple tout récent de statistiques parues dans un grand journal financier à un jour d'intervalle, et qui constitue une information fautive du Parlement et du public.

Un autre membre de la Commission regrette que le Ministre n'ait pas parlé du plan pour le sud de la Cam-pine.

Lui aussi voudrait connaître le montant des dépenses effectuées par les sociétés qui ont obtenu une concession pour la recherche de pétrole. Et il se demande si ces sociétés sont véritablement intéressées à cette recherche.

Une coordination de la politique scientifique est absolument nécessaire, ajoute encore un commissaire qui, d'autre part, approuve la création d'un Conseil Economique et Social. Il demande aussi : 1° un rapport annuel sur le rendement des investissements à Mol, 2° une enquête sur les cartels et monopoles, 3° le prix de revient de l'électricité.

b) de immigratie van buitenlandse arbeidskrachten in de hand te werken daar bepaalde streken van Europa nog ondertewerkstelling kennen.

In dit verband vraagt hij aan de Regering welke maatregelen zij vornemens is te nemen om de inwijking van buitenlandse arbeiders in België te bevorderen, en welke maatregelen zij overweegt om de opleiding van geschoolde arbeidskrachten te stimuleren.

3. Met betrekking tot het Kerncentrum van Mol wijst dit commissielid op de cijfers der uitgaven die voorkomen op blz. 10 en 11 van de begroting :

1961 : 626.300.000

1962 : 719.000.000

1963 : 840.550.000

Bij deze bedragen komen nog de buitengewone uitgaven (blz. 14 en 15).

1962 : machtigingen : 123.900.000.

1963 : machtigingen : 158.200.000.

Hij trekt het nut van deze uitgaven niet in twijfel, maar wegens de belangrijkheid en de stijging ervan is hij van mening dat het Parlement over jaarverslagen moet kunnen beschikken waardoor het zich van het goede gebruik der toegestane sommen en van de verkregen resultaten rekenschap zou kunnen geven.

4° Vele van onze medeburgers verontrusten zich erover dat men, ondanks de reeds vele aardkundige prospecties, nog geen petroleum- of gasreserves in ons land heeft ontdekt, terwijl in onze nabuurlanden belangrijke ontdekkingen werden gedaan. Met betrekking tot deze kwestie zou het lid willen weten welke verbintenissen de Staat heeft op zich genomen ten aanzien van de prospectors en welke resultaten reeds zijn behaald.

5° Hij vestigt nog de aandacht van de commissieleden op een zeer recent voorbeeld van statistieken die in een groot financieel dagblad met een dag tussentijd zijn verschenen, welk voorbeeld een valse voorlichting geeft aan het Parlement en aan het publiek.

Een ander commissielid betreurt het dat de Minister niet gesproken heeft over het plan voor de Zuiderkemp-en.

Ook hij verlangt het bedrag te kennen van de uitgaven gedaan door de maatschappijen die een concessie hebben verkregen met het oog op petroleumprospectie. En hij vraagt zich af of deze maatschappijen werkelijk belang stellen in deze prospectie.

De coördinatie van het wetenschapsbeleid is absoluut noodzakelijk, zo verklaart een ander commissielid, die bovendien de oprichting van een Economische en Sociale Raad goedkeurt. Hij vraagt ook 1° een jaarverslag over het rendement der investeringen te Mol, 2° een onderzoek inzake de kartels en monopolies, 3° de kostprijs van de electriciteit.

Il estime que la Haute Autorité n'est pas parvenue à promouvoir l'intégration de la recherche scientifique dans l'industrie du charbon et que les fonds dont Inichar (1) dispose, sont insuffisants. Il approuve les grandes lignes de la politique énergétique du Ministre.

D'autres commissaires interviennent encore dans la discussion, notamment :

pour appuyer la demande d'un rapport sur les crédits alloués à Mol. Il est signalé qu'il a été construit à Dessel, une nouvelle usine pour faciliter le fonctionnement de Mol. Or, on a constaté que cette usine travaille à un rythme très réduit (25 %) qui résulterait du fait que les commandes manquent en raison d'un changement de programme à Mol.

Il est prévu des subsides de l'ordre de 300 millions pour l'IRSIA. Peut-être serait-il d'un haut intérêt que la Commission puisse entendre le Président de l'IRSIA et le Président du Conseil National de la Politique Scientifique.

Les membres de la Commission seraient aussi vivement intéressés par la visite de Dunkerque et de Delft.

Il est encore demandé des précisions sur les activités d'Eurochemie (voir annexe n° 2, page 31).

REPONSES DU MINISTRE.

Pour ce qui concerne la coordination de la Recherche Scientifique, le Premier Ministre est responsable.

Résultats de la Programmation.

Un commissaire a souhaité que l'on tire les *meilleurs résultats de la programmation*. Ce programme sera déposé au Sénat. Les prévisions sont établis sur le moyen terme, tandis que le Budget Economique sera établi par année et examiné en même temps que le Budget des voies et moyens. On veillera dans l'avenir à ce que tous ces documents, Budget des Affaires Economiques, Budget Economique et Budget des Voies et Moyens soient déposés simultanément dans la même Chambre.

IRSIA et Collaboration Internationale.

La collaboration internationale pour la Recherche Technologique est certes souhaitable, mais cette collaboration, de préférence, doit se faire, le plus possible, avec des pays de la dimension du nôtre (Pays-Bas).

D'accord aussi pour que la Commission entende le Directeur-Général de l'IRSIA ainsi que le Président du Conseil National de la Politique Scientifique.

Un commissaire ayant demandé la raison pour laquelle le budget de l'IRSIA avait été ramené à 300 millions, le Ministre attire l'attention sur le fait que ce chiffre est en augmentation de 17 millions par

Hij is van oordeel dat de Hoge Autoriteit er niet in geslaagd is de integratie van het wetenschappelijk onderzoek in de steenkolenindustrie te bevorderen en dat de gelden waarover Inichar (1) beschikt, ontoereikend zijn. Hij keurt de grote trekken van het energiebeleid van de Minister goed.

Andere commissieleden komen in de bespreking nog tussenbeide, onder meer :

om het verzoek om een verslag over de aan Mol toegekende kredieten te steunen. Er wordt op gewezen dat te Dessel een nieuwe fabriek is gebouwd om de werking van Mol te vergemakkelijken. Men heeft nu geconstateerd dat deze fabriek met zeer beperkte capaciteit werkt (25 %), wat zou te wijten zijn aan het ontbreken van bestellingen ten gevolge van een program-maverandering te Mol.

Voor het I.W.O.N.L. is een toelage van 300 miljoen uitgetrokken. Het zou misschien van groot belang zijn dat de voorzitter van het I.W.O.N.L. en de voorzitter van de Nationale Raad voor het Wetenschapsbeleid door de Commissie kunnen worden gehoord.

De commissieleden zouden ook zeer veel belang stellen in een bezoek aan Duinkerken en Delft.

Voorts worden nog nadere inlichtingen gevraagd over de activiteiten van Eurochemie (zie bijlage n° 2, blz. 31).

ANTWOORDEN VAN DE MINISTER.

Voor de coördinatie van het wetenschappelijk onderzoek is de Eerste-Minister verantwoordelijk.

Resultaten van de Programmatie.

Een commissielid heeft de wens uitgesproken dat men uit de programmatie de beste resultaten zou halen. Dit programma zal aan de Senaat worden voorgelegd. De prognose is opgesteld voor halflange termijn, terwijl het Nationaal Budget telkens voor een jaar zal worden opgemaakt en tegelijk met de Rijks-middelenbegroting zal worden onderzocht. In de toekomst zal men erover waken dat al deze bescheiden : Begroting van Economische Zaken, Nationaal Budget en Rijksmiddelenbegroting, in dezelfde Kamer worden ingediend.

I.W.O.N.L. en Internationale Samenwerking.

De internationale samenwerking voor het technologisch onderzoek is zeker gewenst, maar deze samenwerking moet, bij voorkeur, zoveel mogelijk tot stand komen met landen die ongeveer even groot zijn als het onze (Nederland).

De Minister verklaart dat hij er ook mee akkoord gaat, dat de Commissie de Directeur-generaal van het I.W.O.N.L. alsmede de Voorzitter van de Nationale Raad voor het Wetenschapsbeleid hoort.

Daar een commissielid gevraagd heeft waarom de begroting van het I.W.O.N.L. tot 300 miljoen werd verminderd, vestigt de Minister de aandacht op het feit dat dit cijfer 17 miljoen frank meer bedraagt dan

(1) Inichar : Institut National de l'Industrie Charbonnière.

(1) Inichar : Nationaal Instituut van de Steenkolenrijverheid.

rapport au crédit de 1962 et que, dès lors, les crédits affectés à la Recherche Scientifique ne sont pas en danger.

Le Ministre organisera une visite à Delft.

Traité de Paris.

Les circonstances ont changé depuis 1952 et, en conséquence, le Traité doit refléter ces changements.

Délimitation de la compétence des organismes de décentralisation.

Le département ne peut pas répondre pour les S.A.T., car celles-ci ne seront pas créées à l'initiative du Département des Affaires Economiques. Pour ce qui concerne les S.R.I., leur compétence est fixée par la loi. Pour les S.D.R. elle est fixée dans un avant-projet autorisant leur création. Cet avant-projet a déjà été discuté au niveau ministériel et sera soumis à un dernier examen dans les prochains jours. Ces S.D.R. feront toutes études pour le développement économique régional sans cependant régler la délimitation géographique qui sera fixée par Arrêté Royal. On ne s'en tiendra pas aux limites administratives existantes afin de ne pas disperser les efforts. Le nombre en sera autant que possible limité de même que pour les S.R.I. Pour celles-ci, un nombre minimum est d'ailleurs nécessaire car les capitaux disponibles ne sont pas illimités de même que les ressources en bons techniciens ne le sont pas non plus pour les S.A.T. D'ici six ou sept mois, on pourra procéder à la création de quatre sociétés S.R.I. dont le capital sera d'environ 250 millions.

Il ne sera pas possible de réduire les S.R.I., les S.D.R. et les S.A.T. à deux organismes, parce que les S.A.T. ne seront pas créées à l'initiative du département des Affaires Economiques comme signalé plus haut, mais par le Ministère des Travaux Publics. L'objet des S.A.T. et des S.D.R. sera d'ailleurs différent. En effet, par « aménagement », il faut entendre « urbanisme ».

Dans les régions à développer où l'on peut craindre que ne soient pas trouvés les capitaux indispensables à la création de S.R.I., la participation de l'Etat et du Secteur Public sera plus importante.

Batellerie.

Un avis a été demandé au Directoire charbonnier en ce qui concerne le prix du transport du charbon.

Westhoek.

Ce problème pourra être examiné lors de la discussion du projet contenant la programmation. En attendant, le Ministre enverra des explications au commissaire intéressé.

het krediet voor 1962 en dat de kredieten voor het Wetenschappelijk Onderzoek dan ook geen gevaar lopen.

De Minister zal een bezoek aan Delft organiseren.

Verdrag van Parijs.

Sedert 1952 zijn de omstandigheden gewijzigd en het Verdrag moet dan ook dienovereenkomstig worden aangepast.

Bepaling van de bevoegdheid van de decentralisatie-organen.

Het Departement kan geen antwoord geven in verband met de Maatschappijen voor Ruimtelijke Ordening, want deze zullen niet op initiatief van het Departement van Economische Zaken worden opgericht. Wat de G.I.M. betreft, hun bevoegdheid wordt bij de wet bepaald. Voor de M.G.O. wordt de bevoegdheid geregeld in een voorontwerp houdende machtiging tot de oprichting ervan. Dit voorontwerp werd reeds op ministerieel vlak besproken en het zal de eerstkomende dagen aan een laatste onderzoek worden onderworpen. Deze M.G.O. zullen alle studies verrichten voor de gewestelijke economische ontwikkeling, zonder nochtans de aardrijkskundige grenzen te regelen die bij koninklijk besluit zullen worden vastgesteld. Men zal geen rekening houden met de bestaande administratieve grenzen, om de inspanningen niet te versnipperen. Hun aantal zal, evenals dat van de G.I.M., zoveel mogelijk beperkt worden. Voor deze laatste is een minimum-aantal noodzakelijk, want de beschikbare kapitalen zijn niet onbeperkt, evenmin als de voorhanden zijnde goede technici voor de M.R.O. Over zes of zeven maanden kan men overgaan tot de oprichting van vier G.I.M., waarvan het kapitaal ongeveer 250 miljoen zal bedragen.

Het zal niet mogelijk zijn de G.I.M., de M.G.O. en de M.R.O. tot twee instellingen terug te brengen, omdat de M.R.O. niet op initiatief van het Departement van Economische Zaken zullen worden opgericht, zoals wij hierboven reeds hebben gezegd, maar wel door het Ministerie van Openbare Werken. De M.R.O. en de M.G.O. zullen trouwens een verschillend doel hebben. Onder « ordening » moet men immers « stedenbouw » verstaan.

In de te ontwikkelen gewesten waar men kan vrezen dat de kapitalen nodig voor de oprichting van de G.I.M. niet zullen gevonden worden, zal de participatie van de Staat en van de overheidssector belangrijker zijn.

Binnenscheepvaart.

Aan het Kolendirectorium werd advies gevraagd in verband met de transportprijs van kolen.

Westhoek.

Dit vraagstuk zal bij de bespreking van het ontwerp inzake programmatie kunnen worden onderzocht. In afwachting zal de Minister ophelderingen laten geworden aan het betrokken commissielid.

Charbonnages et sidérurgie.

Les seuls renseignements dont le Cabinet dispose sont ceux qui sont repris dans les prévisions du programme qui sera prochainement présenté au Parlement. Ce programme prévoit pour la sidérurgie une augmentation de 43 % par rapport à 1959. Le Ministre pense aussi que les industries sidérurgiques doivent être situées aussi près que possible de la mer et qu'il serait souhaitable que le port d'Anvers en particulier puisse recevoir des navires de 70.000 T.

Directoire charbonnier.

Le Directoire Charbonnier est associé à toutes les études, à toutes mesures relatives aux charbonnages. Il ne prend cependant pas de décision formelle en attendant la solution du différend avec Luxembourg.

Relativement à la programmation sociale dans les charbonnages pour l'avenir, le Ministre estime que les récentes hausses décidées par les charbonnages doivent leur permettre de faire face au surcroît des charges salariales pour l'année 1963.

Il manifeste aussi le désir d'intégrer le maximum de production charbonnière campinoise dans la production communautaire. Il compte entretenir les producteurs de ces possibilités et des voies et moyens pour y arriver.

Pipe-lines.

La Fédération pétrolière ne demande pas l'établissement de ces pipe-lines en Belgique. Cette question pourra d'ailleurs être examinée lors de la réunion commune des Commissions des Communications et des Affaires Economiques.

Travaux d'infrastructure.

Ces travaux sont lents, a dit un commissaire. Le Département a insisté pour que les problèmes relatifs à la Moselle ainsi que les problèmes connexes soient étudiés dans le plus bref délai possible.

Sécurité de nos approvisionnements et recherche de pétrole.

Le memorandum de l'Interexécutif est trop sévère pour le charbon, estime le Département.

En ce qui concerne la recherche de pétrole sur notre territoire, la Shell fait des travaux dans l'Entre Sambre et Meuse : les travaux sismiques seront bientôt terminés et un sondage aura lieu prochainement. Dans le nord du pays, un premier forage a été fait à Loenhout, ce forage a été arrêté à 1.300 mètres à cause d'ennuis techniques, il sera repris dans les prochains jours et un deuxième forage sera éventuellement fait.

Steenkolenmijnen en ijzer- en staalnijverheid.

De enige inlichtingen waarover het Kabinet beschikt, zijn die welke voorkomen in de vooruitzichten van het programma dat binnenkort aan het Parlement zal worden voorgelegd. Dit programma voorziet voor de ijzer- en staalnijverheid een verhoging van 43 % vergeleken met 1959. De Minister is ook van oordeel dat de ijzer- en staalnijverheid zo dicht mogelijk bij de zee moet gevestigd zijn en dat het bijzonder wenselijk is dat schepen van 70.000 ton de haven van Antwerpen kunnen aandoen.

Steenkolendirectorium.

Het Steenkolendirectorium wordt betrokken bij elke studie en bij elke maatregel betreffende de steenkolenmijnen. Het neemt nochtans geen uitdrukkelijke beslissingen, in afwachting van de oplossing van het geschil met Luxemburg.

Met betrekking tot de sociale programmatie in de steenkolenmijnen, meent de Minister dat de recente prijsstijgingen waartoe de steenkolenmijnen besloten hebben, hen moeten in staat stellen om het hoofd te bieden aan de loonsverhogingen voor 1963.

Hij geeft ook het verlangen te kennen om de Kempensteenkolenproductie zoveel mogelijk in de productie van de Zes in te schakelen. Hij heeft de bedoeling de producenten te onderhouden over deze mogelijkheden en over de middelen om daartoe te geraken.

Pijpleidingen

De Petroleumfederatie vraagt niet dat in België pijpleidingen worden aangelegd. Deze kwestie zal trouwens kunnen onderzocht worden op de vergadering van de Verenigde Commissies voor het Verkeerswezen en voor de Economische Zaken.

Infrastructuurwerken.

Deze werken schieten traag op, zo verklaarde een commissielid. Het Departement heeft erop aangedrongen, dat de vraagstukken betreffende de Moezel alsmede de daarmee verband houdende problemen zo spoedig mogelijk zouden worden in studie genomen.

Zekerheid van onze bevoorrading en petroleumprospectie.

Het memorandum van de Interexecutieve is te streng voor de steenkolen, meent het Departement.

Wat betreft de petroleumprospectie op ons grondgebied, houdt Shell zich hiermee bezig in de streek tussen Sambre en Maas; de seismische werken zullen binnenkort worden beëindigd en een proefboring zal weldra worden uitgevoerd. In het Noorden van het land werd een eerste boring gedaan te Loenhout; deze boring werd stopgezet op 1.300 meter, wegens technische moeilijkheden; zij zal in de eerstkomende dagen worden hervat en een tweede boring zal eventueel plaatshebben.

Pour la recherche de gaz naturel, les techniques devront être mises au point.

Le Ministre est d'accord avec les commissaires qui ont fait plus de réserves sur la politique des Allemands que sur celle de l'Interexécutif. Notre politique énergétique doit tenir compte d'un certain nombre de facteurs permanents :

1° l'importation de certains produits énergétiques est indispensable;

2° la Belgique exportant 40 % de la production, le prix de l'énergie et la sécurité d'approvisionnement sont dès lors très importants, mais le prix n'est pas l'élément prépondérant.

Articles 85 et 86 du Traité de Rome.

En ce qui concerne ces articles 85 (1) et 86 (2), il faut à regret constater que la Communauté s'oriente vers une bureaucratie.

Priorités et engagements pris pour l'octroi de la concession concernant la recherche de pétrole.

Suite aux questions de plusieurs commissaires, la réponse suivante est donnée :

L'octroi des deux permis accordés, à l'heure actuelle, et la fixation du cahier des charges sont repris :

a) pour la S.A. Shell Company dans l'arrêté royal du 13 décembre 1960 (*Moniteur belge* du 7 janvier 1961);

b) pour la S.A. SCREM (Société Campinoise de Recherches et d'Exploitations Minières) dans l'arrêté royal du 5 décembre 1960 (*Moniteur belge* du 7 janvier 1961).

En résumé il y est stipulé principalement :

1. S. A. SHELL COMPANY.

a) Octroi pour 50 ans d'un permis exclusif de recherche et d'exploitation de pétrole et de gaz combustible dans un territoire de 263.000 ha situé dans la province de Namur principalement;

b) Redevance annuelle aux propriétaires de surface fixée à 2,5 F/ha;

c) Communication au Service Géologique du programme des recherches et sondages — rapport sur le sondage de reconnaissance et sur le résultat final de la prospection et éventuellement si demande il y a, sur chacun des résultats partiels;

(1) L'article 85 interdit certains accords entre entreprises, certaines décisions d'associations d'entreprises et certaines pratiques concertées qui ont pour objet et pour effet, de restreindre ou de fausser le jeu de la concurrence.

(2) L'article 86 concerne les pratiques abusives qui peuvent consister à imposer de façon directe ou indirecte les prix d'achat ou de vente ou d'autres conditions de transactions non équitables — limiter la production — appliquer des conditions inégales à prestations équivalentes — subordonner la conclusion de contrats à l'acceptation de prestations supplémentaires.

Voor de prospectie van aardgas moeten de technieken nog worden verbeterd.

De Minister is het eens met de commissieleden die meer voorbehoud hebben gemaakt ten aanzien van het Duitse beleid dan ten opzichte van dat van de Interexecutieve. Ons energiebeleid moet rekening houden met een aantal onveranderlijke factoren :

1° de invoer van sommige energieprodukten is absoluut noodzakelijk;

2° aangezien België 40 % van zijn produktie uitvoert, is de prijs van de energie en de zekerheid van de bevoorrading dan ook zeer belangrijk, doch de prijs is niet het voornaamste element.

Artikelen 85 en 86 van het Verdrag van Rome.

In verband met die artikelen 85 (1) en 86 (2) moeten met spijt constateren dat de Gemeenschap de weg van de bureaucratie opgaat.

Prioriteiten en verbintenissen inzake het verlenen van een vergunning voor het opsporen van petroleum.

Op vragen van verscheidene commissieleden is het volgende antwoord verstrekt :

Op dit ogenblik zijn twee vergunningen verleend en vergunningsvoorwaarden vastgesteld :

a) voor de N.V. Shell Company, bij het koninklijk besluit van 13 december 1960 (*Belgisch Staatsblad* van 7 januari 1961);

b) Voor de N.V. « SCREM » (Kempense Maatschap pij voor opsporing en ontginning van minerale grondstoffen), bij het koninklijk besluit van 5 december 1960 (*Belgisch Staatsblad* van 7 januari 1961).

Er is hoofdzakelijk bepaald wat volgt :

1. N. V. SHELL COMPANY.

a) Toekenning voor 50 jaar van een uitsluitende vergunning tot het opsporen en ontginnen van petroleum en brandbare gassen in een gebied van 263.000 ha hoofdzakelijk gelegen in de provincie Namen;

b) Jaarlijkse vergoeding van 2,50 frank per ha aan de eigenaars van de bovengrond;

c) Mededeling aan de Aardkundige Dienst van het programma van de verkenningswerken en de boringen — verslag over de verkenningsboringen, het eindresultaat van de prospectie en, desgevraagd, ook van ieder gedeeltelijk resultaat;

(1) Artikel 85 verbiedt bepaalde overeenkomsten tussen ondernemingen, bepaalde besluiten van ondernemersverenigingen en bepaalde onderling afgestemde feitelijke gedragingen welke ertoe strekken of tot gevolg hebben dat de mededinging wordt beperkt of vervalst.

(2) Artikel 86 heeft betrekking op het misbruik van een machtspositie, dat kan bestaan in het rechtstreek of zijdelings opleggen van onbillijke aan- of verkoopprijzen of van andere onbillijke en contractuele voorwaarden — het beperken van de productie, het toepassen van ongelijke voorwaarden bij gelijkwaardige prestaties — en in het feit dat het sluiten van overeenkomsten afhankelijk wordt gesteld van het aanvaarden door de handelspartners van bijkomende prestaties.

d) Elle devra dépenser jusqu'à la mise en exploitation d'un gisement au moins 40 millions pendant les 5 premières années, dont 21 millions au cours des 3 premières années, ensuite au moins 5 millions par an. Pour tenir compte des variations de prix au cours de la validité du permis, les montants précités seront majorés semestriellement à due concurrence de la hausse des salaires;

e) Elle doit justifier au Ministre tous les 6 mois le montant afférent aux travaux des recherches qu'elle a exécutés;

f) Tous les mois elle communique au Service Géologique les quantités, compositions et caractéristiques des hydrocarbures et gaz obtenus pendant le mois précédent.

2. S. A. S.C.R.E.M.

a) Octroi pour 50 ans d'un permis exclusif de 375 000 ha situés en Campine;

b) Idem au 1 b);

c) Idem au 1 c), avec en plus sur demande du ministre compétent mise à disposition du Service Géologique du personnel et du matériel à prix coûtant;

d) Elle devra poursuivre ses travaux sans interruption jusqu'à mise en exploitation d'un gisement et investir au moins 40 millions durant les 5 premières années et ensuite au moins 5 millions par an; même coefficient de correction qu'au 1 d).

e) et f) Idem au 1 e) et f).

Ces prescriptions se basent juridiquement sur :

— l'arrêté royal du 28 novembre 1939 relatif à la recherche et à l'exploitation des roches bitumineuses, du pétrole et des gaz combustibles;

— l'arrêté royal du 7 avril 1953 déterminant la forme et les modalités de l'instruction des demandes de permis exclusif de recherche ou d'exploitation du pétrole et des gaz combustibles;

— l'arrêté royal du 15 mars 1960 modifiant certaines formalités de l'arrêté royal du 7 avril 1953.

A cet égard, il faut signaler :

1. En vertu de l'article 3 de l'arrêté royal du 28 novembre 1939 les fonctionnaires et agents désignés par le Ministre ayant les mines dans ses attributions ont en tout temps accès aux bureaux, ateliers et chantiers de fouille et de prospection;

2. Du fait de l'octroi simultané du permis de recherche et du permis d'exploitation (ce qui est le cas pour les deux permis accordés) l'Etat ne peut plus, en vertu de l'article 2 de l'arrêté royal de 1939 exploiter lui-même les gisements découverts. Il pourrait le faire si le permis était octroyé exclusivement pour la recher-

d) De N.V. moet, tot dat een veld wordt ontgonnen, ten minste 40 miljoen besteden gedurende de 5 eerste jaren, waarvan 21 miljoen gedurende de eerste 3 jaren en vervolgens ten minste 5 miljoen per jaar. Ten einde rekening te houden met de prijschommelingen tijdens de geldigheidsduur van de vergunning, moeten de vorenstaande bedragen halfjaarlijks worden vermeerderd met een bedrag overeenstemmend met de verhoging van de lonen;

e) De N.V. is gehouden om de zes maanden het bedrag van de verkenningswerken die zij uitgevoerd heeft, bij de Minister te verantwoorden;

f) Iedere maand deelt zij aan de Aardkundige Dienst mede hoeveel koolwaterstof en gas zij gedurende de vorige maand heeft verkregen, en wat de samenstelling en de kenmerken ervan zijn.

2. N. V. « SCREM ».

a) Toekenning voor 50 jaar van een uitsluitende vergunning voor 375.000 ha in de Kempen.

b) Idem als onder 1 b);

c) Idem als onder 1 c), met bovendien, op verzoek van de bevoegde Minister, de verplichting om het personeel en het materieel tegen kostprijs ter beschikking te stellen van de Aardkundige Dienst;

d) De N.V. dient haar werken zonder onderbreking voort te zetten totdat een veld in exploitatie wordt genomen en ten minste 40 miljoen te besteden gedurende de eerste 5 jaar en vervolgens ten minste 5 miljoen per jaar, met dezelfde correctiecoëfficiënt als onder 1 d).

e) en f) Idem als onder 1 e) en f).

Juridisch berusten deze bepalingen op :

— het koninklijk besluit van 28 november 1939 betreffende het opsporen en het ontginnen van bitumene gesteenten, petroleum en brandbare gassen;

— het koninklijk besluit van 7 april 1953 houdende regeling van de vorm en van de wijze van onderzoek der aanvragen tot het bekomen van een uitsluitende vergunning voor het opsporen of ontginnen van petroleum en brandbare gassen;

— het koninklijk besluit van 15 maart 1960 tot wijziging van sommige formaliteiten van het koninklijk besluit van 7 april 1953.

In dit verband moet erop worden gewezen :

1. Dat, krachtens artikel 3 van het koninklijk besluit van 28 november 1939, de ambtenaren en beambten aangewezen door de Minister tot wiens bevoegdheid het mijnwezen behoort, te allen tijde toegang hebben tot de kantoren en de opsporings- en ontginningswerkplaatsen;

2. Dat, ten gevolge van de gelijktijdige verlening van een opsporings- en ontginningsvergunning (wat het geval is voor de beide verleende vergunningen), de Staat, krachtens artikel 2 van het koninklijk besluit van 1939, zelf de ontdekte velden niet meer kan ontginnen. Hij zou dat wel kunnen indien alleen vergun-

che. Ceci toutefois entraînerait une compensation à la société bénéficiaire de permis de recherche, qui aurait découvert du pétrole ou du gaz, et qui demanderait un permis d'exploitation.

3. Pour le moment, il y a quatre demandes en suspens et la question peut se poser s'il faut octroyer seulement un permis de recherche exclusivement ou un permis de recherche et d'exploitation.

Pour ces recherches, le territoire tout entier n'est pas concédé. Le Ministre croit fermement que les sociétés tâchent de trouver du pétrole. Les prospections sont d'ailleurs suivies par le Service Géologique du Département comme il est dit ci-dessus.

Programmation.

Le Ministre s'étonne de la remarque d'un commissaire qui a conseillé de suivre l'exemple français pour la programmation. L'organisation en France, dit-il, est pragmatique et nos voisins n'ont pas encore trouvé les formules définitives.

A l'heure actuelle, les Commissions de modernisation en France regroupent des représentants de l'administration, du secteur privé, ainsi que certains représentants du monde syndical et des experts indépendants. La notion d'un Conseil Economique et Social, au sein duquel seraient débattues les grandes options de la politique économique, financière et sociale, en vue d'émettre à leur sujet un avis, ne serait donc pas périmée. En effet :

1° l'existence des Commissions de modernisation est en France parfaitement compatible avec le fonctionnement d'un Conseil Economique et Social;

2° cette coexistence s'explique simplement par le fait que les tâches accomplies par ces deux organismes sont essentiellement différentes :

— au Conseil Economique et Social incombe la mission de se prononcer sur les options fondamentales et les orientations générales du plan d'ensemble;

— au contraire, les Commissions de modernisation limitent leurs examens aux programmes du secteur.

Rapport Centre de Mol.

Le Ministre est d'accord sur le rapport annuel à établir pour le Centre de Mol.

Le secteur privé signale que l'usine de Dessel sera viable dans quelques années.

La charge assumée par notre pays n'est-elle pas trop lourde dans le domaine de l'Energie Nucléaire ?

Le Ministre s'est posé la question, et c'est la raison pour laquelle il a décidé la réorganisation du Centre de Mol. Dans l'avenir les activités de celui-ci viendront s'insérer dans un plan qui sera soumis au Comité Ministériel de la Politique Scientifique qui pourra ainsi se prononcer en fonction de la politique de recherche nationale.

ning voor het opsporen was verleend. Maar dit zou dan ten gevolge hebben dat een compensatie moet worden verleend aan de vergunninghoudende vennootschap die petroleum of gas heeft ontdekt en een ontginningsvergunning aanvraagt.

3. Dat op dit ogenblik nog vier aanvragen aanhangig zijn en het de vraag kan zijn of alleen een opsporingsvergunning dan wel een opsporings- en ontginningsvergunning moet worden verleend.

De vergunningen voor opsporingen bestrijken niet het hele grondgebied. De Minister gelooft vast dat de vennootschappen petroleum trachten te vinden. De opsporingen worden trouwens gevolgd door de Aardkundige Dienst van het Departement, zoals hierboven gezegd is.

Programmatie.

De Minister drukt er zijn verwondering over uit dat een commissielid het geraadzaam acht, voor de programmatie het Franse voorbeeld na te volgen. In Frankrijk, zo zegt hij, is de organisatie pragmatisch en onze bureaus hebben de definitieve formule nog niet gevonden.

Op dit ogenblik bestaan de « Moderniseringscommissies » in Frankrijk uit vertegenwoordigers van de administratie en van de privé-sector, samen met afgevaardigden van de syndikaten en onafhankelijke deskundigen. Het begrip van een Economische en Sociale Raad, waarin de grote opties van het economisch, financieel en sociaal beleid zouden worden besproken om daarover advies uit te brengen, zou dus niet achterhaald zijn, want :

1° in Frankrijk zijn de Moderniseringscommissies wel degelijk verenigbaar met de werking van een Economische en sociale Raad;

2° dit naast elkaar bestaan kan eenvoudig worden verklaard door het feit dat de door deze twee lichamen verrichte taken in wezen verschillen :

— de Economische en Sociale Raad moet stelling nemen wat betreft de fundamentele opties en de algemene oriëntaties van het gezamenlijke plan;

— daarentegen blijft het onderzoek van de Moderniseringscommissies beperkt tot de programma's van de sector.

Verslag Centrum van Mol.

De Minister is het ermee eens dat voor het Centrum van Mol een jaarverslag moet worden opgemaakt.

De privé-sector deelt mede dat over een paar jaren de fabriek te Dessel levensvatbaar zal zijn.

Is de door ons land te dragen last op gebied van de kernenergie niet te zwaar ?

Ook de Minister heeft zich die vraag gesteld en daarom besloot hij het Centrum van Mol te reorganiseren. In de toekomst zal de bedrijvigheid van het Centrum worden opgenomen in een plan dat aan het Ministerieel Comité voor Wetenschapsbeleid zal worden voorgelegd, dat zich dus zal kunnen uitspreken in functie van het nationaal onderzoeksbeleid.

Tableau de l'intervention financière du Ministère des Affaires Economiques et de l'Energie en faveur du C.E.N.

Valeurs en millions de francs Belges.

Tabel van de financiële bijdrage van het Ministerie van Economische Zaken en Energie ten gunste van het S.C.K.

Waarden in miljoenen Belgische franken.

Année <i>Jaar</i>	Budget ordinaire <i>Gewone begroting</i>	Budget extraord. <i>Buitengewone begroting</i>	Prélèvements spéciaux <i>Speciale heffingen</i>	Remarques <i>Opmerkingen</i>
1952 à 1958 <i>tot</i>			379 Commissariat — <i>Commissariaat</i> .	
1955	108			
1956	310			
1957	341,25			
1958	175	100		
1959	175		25 (sur taxe de conjuncture — <i>op de conjunctuurbe-lasting</i>).	
1960	175		25 (sur taxe de conjuncture — <i>op de conjunctuurbe-lasting</i>).	
			96,3 (crédit supplémentaire — <i>bijkrediet</i>).	
1961	190 (fonct. - <i>werking</i>) 92,3 (intér. d'emprunts. 50,4 (amort. d'em- <i>interessen van leningen</i>). prunts. — <i>aflos-sing van lenin-gen</i>).			
	20,— (B.C.M.N.) — (C.B.M.K.) (1).			
1962	178 fonct. — <i>werking</i> . 106 (intér. d'emprunts—123,9 (amort. d'em- <i>interessen van lenin-gen</i>). prunts. — <i>aflos-sing van lenin-gen</i>).			Budget Moniteur 29-12-1961 (+ 18 B.C.M.N.) <i>Begroting Staatsblad 29-12-61</i> (+ 18 C.B.M.K.).
	1.870,55	273,9	525,3	18 Total général — <i>Algemeen to-taal</i> : 2.688.150.000 F.

(1) B.C.M.N. = Bureau Central des Mesures Nucléaires.

N.B. Le montant total des emprunts garantis par l'Etat, et dont il a entièrement la charge financière, s'élève à 2.015.000.000 francs.

(1) C.B.M.K. = Centraal Bureau voor Metingen op het gebied van de Kernenergie.

N.B. Het totale bedrag van de door de Staat gwaarborge leningen, waarvan hij de financiële last volledig draagt, beloopt 2.015.000.000 frank.

Inichar.

Le Ministre souhaiterait une solution internationale pour Inichar.

Abus de puissance économique.

La loi concernant l'abus de puissance économique devra probablement être révisée en tenant compte du règlement n° 17. (Règlement d'application des articles 85 et 86 du Traité de Rome).

Prix revient électricité.

Le Ministre ne connaît que le prix de revient global de l'électricité, c'est-à-dire le prix pour l'ensemble du secteur et non le prix par entreprise. Semblablement le Comité de Contrôle de l'Electricité ne connaît lui aussi que le prix de revient global.

Inichar.

De Minister zou voor het Nationaal Instituut voor de Steenkolenijverheid een internationale oplossing wensen.

Misbruik van economische machtspositie.

De wet tot bescherming tegen het misbruik van economische machtspositie zal waarschijnlijk herzien moeten worden, rekening houdend met de verordening n° 17 (toepassing van de artikelen 85 en 86 van het Verdrag van Rome).

Electriciteitskostprijs.

De Minister kent slechts de globale electriciteitskostprijs, d.w.z. de prijs voor de sector in zijn geheel en niet de prijs per bedrijf. Ook het Electriciteitscontrolecomité kent enkel de globale kostprijs.

Indices Statistiques.

Dès son arrivée au Département des Affaires Economiques et de l'Energie, le Ministre a chargé un groupe de travail de lui faire rapport sur le problème de l'amélioration des statistiques. Ce rapport a été remis au Ministre qui l'a transmis au C.M.C.E.S. Etant donné que ce rapport concluait entre autres à la nécessité de réorganiser l'I.N.S., le Ministre vient de faire des propositions dans ce sens au Comité des Finances et du Budget qui doit se prononcer sur l'accroissement du personnel de l'I.N.S.

La réorganisation de notre appareil statistique pourra ainsi être progressivement entamée. Dès à présent, le Bureau de Programmation Economique et l'Administration de l'Emploi sont consultés pour connaître leurs besoins en statistiques.

On se demande parfois comment se produisent les divergences d'estimation du produit national brut d'origine privée ou publique.

A l'heure actuelle l'estimation du produit national brut est calculé par :

- le Département des Affaires Economiques et de l'Energie;
- le Département d'Economie Appliquée de l'Université Libre de Bruxelles (Dulbéa);
- le Professeur Baudhuin;

Actuellement, les documents établis par le Département des Affaires Economiques et le Bureau de Programmation Economique s'inspirent de la comptabilité nationale mise au point par le Dulbéa.

Dès que les calculs relatifs à la comptabilité nationale établis par l'I.N.S. seront mis au point, il sera possible d'éliminer toutes les divergences qui existent dans les estimations d'origine publique du Produit National Brut. En effet, à partir de ce moment il ne sera plus indispensable de se servir de la comptabilité nationale établie par le Dulbéa.

Politique des revenus.

Il s'agit d'établir dans ce domaine une politique pareille à celle de la France et de la Grande-Bretagne. Les accroissements des revenus doivent être proportionnels aux accroissements de la production et de la productivité. Le problème sera prochainement examiné au Comité national d'Expansion Economique. La politique des revenus vise donc à assurer une croissance de toutes les sources des revenus qui soient adaptées à l'expansion du produit national tel qu'il découle de la programmation économique. A la question si cela peut impliquer une limitation des dividendes, il est répondu affirmativement.

Un commissaire demande que cette dernière déclaration soit spécialement actée dans le rapport. De plus, il qualifie les réponses du Ministre d'assez vagues et de doctrinales.

Information des commissaires.

Le Ministre informera la commission de toutes les initiatives d'études des plans régionaux

Statistische indexcijfers.

Van bij zijn aankomst op het Departement van Economische Zaken en Energie, heeft de Minister een werkgroep gelast hem verslag uit te brengen over het probleem van de verbetering van de statistieken. Dat verslag werd medegedeeld aan de Minister, die het heeft overgezonden aan de M.C.E.S.C. Aangezien het verslag onder meer concludeerde dat het nodig is het N.I.S. te hervormen, heeft de Minister onlangs de voorstellen in die zin gedaan bij het Comité voor de Financiën en de Begroting, dat zich dient uit te spreken over de vermeerdering van het personeel van het N.I.S.

De reorganisatie van ons statistisch apparaat kan aldus geleidelijk worden doorgevoerd. Het Bureau voor Economische Programmatie en het Bestuur van de Werkgelegenheid worden nu reeds geraadpleegd over hun behoeften aan statistieken.

Soms vraagt men zich af hoe het komt dat de officiële ramingen van het bruto nationaal produkt afwijken van de private ramingen.

Tegenwoordig wordt het bruto nationaal produkt berekend door :

- het Departement van Economische Zaken en Energie;
- de Afdeling voor toegepaste economie van de Vrije Universiteit te Brussel (Dulbéa);
- Professor Baudhuin.

Op dit ogenblik steunen de door het Departement van Economische Zaken en het Bureau voor Economische Programmatie opgemaakte bescheiden op de door de Dulbéa opgestelde nationale boekhouding.

Zodra de berekeningen van het N.I.S. in verband met de nationale boekhouding klaar zullen zijn, zal elk verschil in de overheidsramingen van het bruto nationaal produkt uitgeschakeld worden. Want van dan af zal het niet verder nodig zijn gebruik te maken van de door de Dulbéa opgestelde nationale boekhouding.

Inkomstenbeleid.

Het komt erop aan terzake een beleid te bepalen zoals die in Frankrijk en Groot-Brittannië bestaat. De toeneming van de inkomsten dient everedig te zijn met de toeneming van de produktie en van de produktiviteit. Dat probleem zal binnenkort door het Nationaal Comité voor Economische Expansie worden onderzocht. Het inkomstenbeleid heeft dus ten doel een stijging tot stand te brengen van alle inkomstenbronnen, die aangepast zijn aan de toeneming van het nationaal produkt, zoals dit uit de economische programmatie voortvloeit. Op de vraag of zulks geen beperking van de dividenden kan impliceren, is het antwoord bevestigend.

Een commissielid vraagt dat van laatstgenoemde verklaring speciaal in het verslag melding wordt gemaakt. Bovendien bestempelt hij het antwoord van de Minister als vrij vaag en doctrinaal.

Voorlichting van de commissieleden.

De Minister zal aan de Commissie kennis geven van alle initiatieven met betrekking tot de studie van

et regrette que des journaux aient publié des informations concernant le plan envisagé pour le Westhoek.

Pour le surplus, les Commissions des Affaires Economiques de la Chambre et du Sénat ont été tenues au courant des grandes lignes de la programmation et le Gouvernement aura l'occasion de s'expliquer sur la procédure de préparation de l'actuel programme lorsque celui-ci sera discuté au Parlement.

Concernant le rôle du Service d'Etude du Département des Affaires Economiques et de l'Energie, celui-ci a collaboré à la préparation du programme. En outre, il reste indispensable pour mener à bien toute une série d'études relatives à la politique économique qui ne concernent pas directement la programmation.

Politique Régionale.

Un commissaire, dans la discussion générale a demandé si les critères étaient suffisants pour éviter l'arbitraire. Il a aussi exprimé le souhait que soit envisagée la possibilité de requérir des entreprises ayant bénéficié de l'aide de l'Etat, le remboursement de tout ou partie des subsides au cas où leur situation économique et financière le permettrait.

Le Ministre vient de préparer des directives qui permettront précisément de répondre au souci du Commissaire d'éviter l'arbitraire. Il retiendra la suggestion du remboursement de tout ou partie des subsides accordés par l'Etat.

Pour déterminer les zones de développement pour l'application de la politique régionale, les directives seront soumises à l'approbation du Comité Ministériel d'Expansion Economique et de Politique Régionale.

Taux de croissance de l'Economie Belge.

Les taux de 1962 et 1963 sont en-dessous des objectifs figurant dans le programme quadriennal. Ses taux, a demandé un commissaire, sont-ils la résultante des taux sectoriels ou, au contraire, le reflet d'objectifs volontaires ?

Il suffit de voir le taux de croissance réalisé par l'économie belge au cours des dernières années et de le comparer au taux assigné dans le programme quadriennal pour réaliser qu'il ne constitue pas une simple résultante des taux des secteurs mais bien un objectif normatif assigné à l'économie nationale.

Commission de Voghel.

Cette commission a examiné le problème de l'investissement et de l'épargne. Est-il résulté quelque chose de cet examen et quelle est, à cet égard, la position du Département ?

Il est inexact de dire que rien n'a résulté encore du rapport de la Commission de Voghel. Celui-ci a été remis au Ministre des Finances et a fait l'objet d'un

streekplannen; hij betreurt het dat de kranten berichten hebben gepubliceerd betreffende het plan voor de Westhoek.

Aan de andere kant hebben de Kamer- en de Senaatscommissie voor de Economische Zaken kennis gekregen van de grote trekken van de programmatie; bovendien zal de Regering de gelegenheid hebben uitleg te verstrekken over de wijze van voorbereiding van het huidige programma, wanneer het in het Parlement zal worden besproken.

Wat betreft de rol van de Studiedienst van het Departement van Economische Zaken en Energie, moet worden opgemerkt dat die dienst heeft medegewerkt aan de voorbereiding van het programma. Bovendien is die dienst onontbeerlijk om een reeks studies betreffende het economisch beleid die niet direct verband houden met de programmatie, tot een goed einde te brengen.

Streekbeleid.

In de loop van de algemene bespreking heeft een lid gevraagd of de criteria voor de toepassing van de wetten op de economische herleving voldoende waren om willekeur te vermijden. Hij heeft ook de wens uitgesproken dat de mogelijkheid zou worden onderzocht om van de ondernemingen die staatsteun hebben genoten, de gehele of gedeeltelijke terugbetaling te vorderen van de toelagen, als hun economische en financiële toestand dit mogelijk maakt.

De Minister heeft zopas richtlijnen voorbereid die hem in staat stellen tegemoet te komen aan het streven van het lid om willekeur te vermijden. Hij zal de suggestie om de verleende rijks-toelagen geheel of gedeeltelijk terug te vorderen, onderzoeken.

De richtlijnen om de ontwikkelingsgebieden voor de toepassing van het streekbeleid te bepalen, zullen ter goedkeuring worden voorgelegd aan het Ministerieel Comité voor de Economische Expansie en voor het Streekbeleid.

Groeipercenages van de Belgische economie.

De percentages voor 1962 en 1963 zijn niet zo groot als de doelen die in het vierjarenplan zijn vooropgesteld. Zijn die percentages, aldus een lid, het resultaat van sectoriële percentages of alleen maar streefcijfers ?

Het is voldoende het groeipercenage van de Belgische economie tijdens de jongste jaren te bekijken en het te vergelijken met de percentages die vooropgesteld zijn in het vierjarenplan om zich rekenschap ervan te geven dat het niet eenvoudig het resultaat is van de percentages per sector maar wel een normatief doel dat voor de nationale economie is vastgesteld.

Commissie de Voghel.

Deze Commissie heeft het probleem van de investeringen en het spaarwezen onderzocht. Heeft dat onderzoek iets opgeleverd en wat is, op dat gebied, het standpunt van het Departement ?

Het is onjuist te zeggen dat het verslag van de Commissie de Voghel nog niets heeft opgeleverd. Het werd aan de Minister van Financiën overhandigd en een

premier examen au Comité Ministériel de Coordination Economique et Sociale. Le Ministre des Finances envisagera la suite qu'il conviendra de donner aux conclusions du Rapport de Voghel.

Emploi.

Le Bureau de Programmation Economique examine actuellement le problème de l'orientation de la main-d'œuvre des secteurs en regression vers les secteurs en expansion.

Les directives d'application des lois de juillet 1959 sont d'ailleurs destinées à favoriser les secteurs dont l'expansion doit être accélérée. Dans l'ensemble, elles seront appliquées de manière beaucoup plus restrictive à l'égard des secteurs en regression.

Le Ministre signale de plus qu'il n'a pas attendu le congrès social du P.L.P. pour faire, en accord avec ses collègues, certaines propositions en matière de politique de l'emploi (voir annexe 3, p. 33).

Index.

Les études relatives à la revision de l'index sont actuellement en cours. Il est trop tôt pour dire quelles conclusions en seront tirées.

Questions et Réponses diverses.

Un commissaire intervient encore en rappelant que le 22 février 1962, il a posé la question suivante :

« Monsieur le Ministre m'obligerait s'il voulait répondre aux questions suivantes : quels sont pour chacune des années 1957, 1958, 1959, 1960 et 1961, et en ce qui concerne les établissements publics de crédit S.N.C.I., C.G.E.R. et C.N.C.P. :

- a) le nombre de crédits accordés;
- b) le total annuel des crédits accordés;

c) la ventilation des renseignements demandés par les questions a et b en :

1° crédits accordés au taux d'intérêt normal, c'est-à-dire sans aucun des avantages prévus par les lois d'expansion économique (bonification d'intérêt, garantie de l'Etat, subvention);

2° crédits accordés avec les avantages indiqués ci-dessus. » (Voir Bulletin des Questions et Réponses n° 19 du 20 mars 1962).

Il a été répondu que « des contacts qui ont été pris à cet égard, il résulte que les organismes en question publient dans leurs bilans, leurs comptes de profits et pertes et les commentaires de leurs rapports, les indications qu'ils estiment pouvoir donner concernant leur activité et qu'ils désirent s'en tenir à cette publication ». (Voir Bulletin des Questions et Réponses n° 23 du 17 avril 1962).

La question a été reprise le 21 juin 1962 par Messieurs Janne, Rolin et De Block (Voir Bulletin des Questions et Réponses n° 36 du 17 juillet 1962).

Le commissaire voudrait savoir si le département envisage de communiquer les renseignements demandés. (Voir Annexe n° 4, page 34).

*
**

eerste maal onderzocht in het Ministerieel Comité voor Economische en Sociale Coördinatie. De Minister van Financiën zal nagaan welk gevolg aan de besluiten van het verslag de Voghel moet worden gegeven.

Tewerkstelling.

Het Bureau voor Economische Programmatie onderzoekt op dit ogenblik het probleem van de overheveling van de werkkrachten uit de teruglopende sector naar de sectoren in expansie.

De richtlijnen tot uitvoering van de wetten van juni 1959 zijn trouwens zo opgevat dat zij de sectoren begunstigen waarvan de expansie moet worden versneld. Alles samen genomen zullen zij veel strikter worden toegepast voor de teruglopende sectoren.

De Minister wijst er bovendien op dat hij niet gewacht heeft op het sociaal congres van de P.V.V. of in overleg met zijn collega's, sommige voorstellen doen op het gebied van de tewerkstelling (zie bijlage blz. 33).

Indexcijfer.

De studiën betreffende de herziening van het indexcijfer zijn thans aan de gang. Het is te vroeg om te zeggen welke besluiten eruit zullen worden getrokken.

Diverse Vragen en Antwoorden.

Een lid vestigt nog de aandacht erop dat hij, op 22 februari 1962, de volgende vraag heeft gesteld :

« Ik zou de heer Minister dank weten de hierin gestelde vragen te beantwoorden : Welke zijn, voor de jaren 1957, 1958, 1959, 1960 en 1961, wat betreft de openbare kredietinstellingen M.N.K.N., A.S.L.K. en N.K.B.K. :

- a) het aantal toegekende kredieten;
- b) het jaarlijkse totaal van de toegekende kredieten;

c) de schifting van de in de vragen a) en b) gevraagde inlichtingen in :

1° kredieten tegen de normale rentevoet, d.w.z. zonder een van de bij de wetten op de economische expansie bepaalde voordelen (rentebont, staatswaarborg, toelage);

2° kredieten toegekend met de hierboven bedoelde voordelen. » (Zie Bulletin van Vragen en Antwoorden n° 19 van 20 maart 1962).

Hierop is geantwoord : « Uit de contacten welke aldus genomen werden blijkt, dat bedoelde instellingen, in hun balansen en winst- en verliesrekeningen, alsmede in de commentaren van hun jaarverslagen, de inlichtingen bekend maken welke zij menen te mogen verschaffen in verband met hun activiteit en dat zij zich tot deze bekendmaking wensen te beperken. (Zie Bulletin van Vragen en Antwoorden, n° 23 van 17 april 1962).

Die vraag is op 21 juni 1962 opnieuw gesteld door de hh. Janne, Rolin en De Block (Zie Bulletin van Vragen en Antwoorden, n° 36 van 17 juli 1962).

Het lid wenst te vernemen of het Departement voornemens is de gevraagde inlichtingen mede te deelen (Zie bijlage n° 4, blz. 34).

*
**

Un autre commissaire désirerait encore savoir :

1° Quels sont les critères prévus pour la répartition de l'aide aux charbonnages accordée en application de la loi assurant la compensation temporaire de certaines charges de l'industrie charbonnière et combien ont rapporté les droits spéciaux établis par l'article premier de la dite loi ?

2° Lors de l'examen du projet de loi relatif à la constitution d'une société nationale d'investissement et de sociétés régionales d'investissement agréées, le Ministre a déclaré que la Commission de Voghel comptait conclure dans un délai rapproché et qu'à ce moment le Gouvernement élaborerait un projet de loi modifiant l'arrêté royal n° 185 du 9 juillet 1935 sur le contrôle des banques et le régime des émissions de titres et valeurs (voir Doc. du Sénat, session de 1961-1962, n° 95, page 61). D'autre part, sur proposition unanime de la Commission sénatoriale des Affaires économiques et de l'Energie, le Ministre s'est déclaré disposé à demander à la Commission de Voghel de tenir compte, dans l'examen de l'ensemble de la question de modification de l'arrêté royal n° 185, des principes développés par l'amendement à l'article 15 du même projet (voir Doc. du Sénat, session de 1961-1962, n° 95, page 56). A quelles conclusions est arrivée la Commission de Voghel ? Comment seront représentées les banques qui ont pris ou prendront des participations dans les sociétés d'investissements ?

REPONSES DU MINISTRE.

1. Pour la première question la Haute Autorité demandera prochainement un avis du Conseil des Ministres. Aussitôt qu'il sera en possession de cet avis, le Ministre informera la Commission des critères prévus pour la répartition de l'aide aux charbonnages.

2. Le deuxième problème est de la compétence du Ministre des Finances. Le Ministre se tient en rapport avec son collègue des Finances pour examiner le parti qui peut être tiré des conclusions de la Commission De Voghel quant aux différents points soulevés par le commissaire intervenant.

**

A propos de la recherche scientifique, un commissaire a fait un parallèle entre le nombre d'universitaires employés au T.N.O. et celui employé à l'Irsia. Il a soulevé, à cette occasion, le problème général du recrutement de la fonction publique et a souligné la grave tâche que constitue le fait que les universitaires sont de moins en moins attirés par les carrières publiques.

Encore que la réforme de la fonction publique relève d'un autre Département, le Ministre des Affaires économiques et de l'Energie attire cependant l'attention de la Commission sur le fait que le prestige de la fonction publique, et dès lors l'attrait qu'elle exerce sur les hommes de qualité n'est pas uniquement fonction d'une révision barémique. Elle est également indissociable d'un certain rayonnement social auquel certaines personnes attachées à des formes d'organisation

Een ander lid wenst nog te weten :

1° Volgens welke normen de toelagen zullen worden verdeeld, die aan de steenkolenmijnen wordt verleend bij toepassing van de wet houdende tijdelijke compensatie van bepaalde op de kolennijverheid drukkende lasten, en hoeveel de bijzondere rechten bepaald in artikel 1 van die wet hebben opgebracht ?

2° Bij de behandeling van het ontwerp van wet houdende oprichting van een Nationale Investeringsmaatschappij en van erkende gewestelijke investeringsmaatschappijen, heeft de Minister verklaard dat de Commissie de Voghel hoopte binnen afzienbare tijd met haar onderzoek klaar te komen en dat de Regering dan een ontwerp van wet tot wijziging van het koninklijk besluit n° 185 van 9 juli 1935 op de bankcontrole en het uitgifteregime voor titels en effecten zou opstellen (Gedr. St. Senaat, zitting 1961-1962, n° 95, blz. 61). Aan de andere kant heeft de Minister zich, op voorstel van de eenparige Senaatscommissie voor de Economische Zaken en de Energie, bereid verklaard om de Commissie de Voghel te verzoeken bij de bestudering van de kwestie van de wijziging van het koninklijk besluit n° 185, in haar geheel rekening willen houden met de beginselen neergelegd in het amendement op artikel 15 van hetzelfde ontwerp (Gedr. St. Senaat, zitting 1961-1962, n° 95, blz. 56). Tot welk besluit is de Commissie de Voghel gekomen ? Hoe zullen de banken worden vertegenwoordigd die participaties in de investeringsmaatschappijen hebben genomen of zullen nemen ?

ANTWOORD VAN DE MINISTER.

1. Wat betreft de eerste vraag zal de Hoge Autoriteit eerlang een advies vragen aan de Raad van Ministers. Zodra de Minister dit advies ontvangt, zal hij de Commissie in kennis stellen van de criteria die werden bepaald voor de verdeling van de hulp aan de steenkolenmijnen.

2. Het tweede probleem behoort tot de bevoegdheid van de Minister van Financiën. De Minister zal contact houden met zijn collega van Financiën om te onderzoeken welk voordeel kan gehaald worden uit de conclusies van de Commissie de Voghel, in verband met de verschillende punten die het commissielid heeft opgeworpen.

**

In verband met het wetenschappelijk onderzoek maakt een lid een vergelijking tussen het aantal universiteiten tewerkgesteld in het T.N.O. en in het I.W.O.N.L. Hij bracht naar aanleiding daarvan het algemeen probleem van de aanwerving van ambtenaren in overheidsdienst ter sprake en onderstreepte de ernstige gevolgen van het feit dat de universiteiten zich steeds minder aangetrokken voelen tot overheidsloopbanen.

Hoewel de hervorming van het openbaar ambt onder een ander departement ressorteert, vestigt de Minister van Economische Zaken en Energie toch de aandacht van de Commissie op het feit dat het aanzien van het openbaar ambt en dus ook de aantrekkingskracht ervan op de voortreffelijke krachten, niet uitsluitend afhangt van de herziening van de weddeschalen. Het kan niet worden gescheiden van een zeker maatschappelijke standing die sommige personen, welke gehecht

économique individualiste et antiétatique, ne contribuent guère par leurs attaques injustifiées contre l'Etat et l'Administration.

Discussion des articles.

Article 10.

A l'article 10 du projet un commissaire demande si Refribel fera de la concurrence déraisonnable aux entreprises privées. Refribel, en effet, ne doit pas rémunérer ses capitaux. D'autre part, Refribel aurait l'intention de fixer des tarifs à un niveau relativement bas afin d'attirer des clients. Ce commissaire demande que Refribel ne fasse pas une concurrence « injustifiée ou déraisonnable » aux entreprises privées. Il souhaite que les secteurs public et privé collaborent d'une façon raisonnable. Refribel ne peut pas abuser de sa position pour rendre la vie impossible au secteur privé, il doit plutôt jouer un rôle supplétif.

Le Ministre répond qu'en application de la législation fiscale, Refribel ne dispose plus d'avantages fiscaux. Il doit donc fixer des « prix justes », ce qui suppose un bénéfice normal qui lui permettra l'autofinancement.

Article 20.

Un commissaire estime que le subside octroyé à l'I.R.S.I.A. aurait dû être porté à 340 millions.

Le Ministre répète que ce subside a été augmenté de 17 millions par rapport à 1962. La question pourra d'ailleurs être discutée lors de la réunion où sera entendu le Directeur général de l'I.R.S.I.A.

*
**

Le projet est adopté par 11 voix contre 1.

Le présent rapport a été approuvé à l'unanimité.

Le Rapporteur,
Louis DESMET.

Le Président,
A. DE BLOCK.

zijn aan vormen van individualistische en anti-staatse economische organisatie, niet verhogen door hun onge-rechtvaardigde aanvallen op de Staat en de Administra-tie.

Artikelsgewijze bespreking.

Artikel 10.

Bij artikel 10 van het ontwerp vraagt een lid of de Regie van de Belgische Rijkskoel- en Vriesdiensten onredelijke concurrentie zal aandoen aan de particuliere ondernemingen. De Regie moet immers haar kapitaal niet vergoeden. Aan de andere kant zou de Regie voornemens zijn haar tarieven op een betrekkelijk laag pijl vast te stellen ten einde klanten aan te trekken. Het lid vraagt dat de Regie geen « onverantwoorde of onredelijke » concurrentie aan de particuliere ondernemingen zou aandoen. Hij wenst dat de openbare en de particuliere sector op een redelijke basis zouden samenwerken. De Regie mag geen misbruik maken van haar positie om aan de particuliere sector het leven onmogelijk te maken; zij moet veeleer een aanvullende rol spelen.

De Minister antwoordt dat de Regie, krachtens de belastingwetgeving, geen fiscale voordelen meer geniet. Zij moet dus « juiste prijzen » rekenen, wat een normale winst veronderstelt die zelffinanciering mogelijk maakt.

Artikel 20.

Een lid is van oordeel dat de toelage die aan het I.W.O.N.L. wordt verleend moeten tot 30 miljoen verhoogd worden.

De Minister herhaalt dat die toelage met 17 miljoen is verhoogd tegenover 1962. Het probleem zal trouwens besproken kunnen worden op de vergadering waarop de Directeur-generaal van het I.W.O.N.L. gehoord zal worden.

*
**

Het ontwerp is aangenomen met 11 stemmen tegen 1 stem.

Dit verslag is met algemene stemmen goedgekeurd.

De Verslaggever,
Louis DESMET.

De Voorzitter,
A. DE BLOCK.

ANNEXE 1.

Le projet « Vulcain ».

Issu d'une initiative privée, la version retenue du réacteur Vulcain est destinée à la propulsion nucléaire des navires marchands.

Ce projet belge est, en juin 1959, porté à la connaissance de la Commission Industrielle du C.E.N. qui décide de s'y intéresser.

Dès juillet 1959, la Société Belgo-Nucléaire et le C.E.N. entreprennent conjointement une étude sommaire dont les premiers résultats confirment l'intérêt du projet.

Dès la fin 1959 et à l'initiative de la Belgo-Nucléaire, trente sociétés belges se groupent en un syndicat pour financer une étude plus approfondie; le budget est couvert par les contributions de l'industrie, du C.E.N. et de la Fondation nucléaire. Commencée en janvier 1960, cette étude se termine en mars 1961, et quatre rapports sont publiés en 1961. Ces rapports ont été soumis à trois expertises successives.

En conclusion, une nouvelle phase d'études a été entamée en avril 1961, avec l'appui financier du Commissariat à l'énergie atomique et de la Fondation nucléaire. Cette phase comporte essentiellement l'établissement d'une version améliorée du réacteur naval Vulcain.

Cette seconde version a fait elle aussi l'objet d'un examen technique et économique très approfondi. Il fut l'œuvre des spécialistes de l'« United Kingdom Atomic Energy Authority » (U.K.A.E.A.) et de l'« Institut für Atomenergi » norvégien.

L'Agence européenne pour l'énergie nucléaire manifeste toujours un grand intérêt pour ce projet et jette les bases d'un « Syndicat Européen d'Etude et de Développement du réacteur Vulcain ».

En date du 16 mai 1962, le projet fait l'objet d'un accord commercial *privé* avec l'U.K.A.E.A.; la participation britannique est de s'occuper d'études théoriques et d'expériences de physique : ces essais se faisant dans les installations principales de l'U.K.A.E.A. à Ipingfield, Winfrith et Risley, des travaux étant également confiés à des sous-traitants de l'industrie britannique.

Le financement des études de 1959 à fin 1961, se répartit comme suit :

Contribution initiale du groupe de trente sociétés belges	3,0 M.
Contribution complémentaire de Cockerill-Ougrée	2,6 M.
Apport de la Fondation Nucléaire	3,7 M.
Apport du Commissariat à l'E.N.	1,7 M.
Prestations et services du C.E.N.	5,0 M.
Total	16,0 M.

BIJLAGE 1.

Het Project « Vulcain » .

Het in aanmerking genomen model van de reactor-Vulcain dat gekozen werd, is te danken aan een particulier initiatief en het dient voor de kernaandrijving van koopvaardijschepen.

Dit Belgische project werd in juni 1959 voorgelegd aan de Industriële Commissie van het S.K.E., dat besloot zich ervoor te interesseren.

In juli 1959 vatten de « Société Belgo-Nucléaire » en het S.K.E. gezamenlijk een summier studie aan, waarvan de eerste resultaten het belang van het ontwerp bevestigden.

Eind 1959 verenigen zich op initiatief van de « Société Belgo-Nucléaire », dertig Belgische maatschappijen in een syndicaat, om een grondiger studie te financieren; de begroting wordt gestijfd uit de bijdragen van de nijverheid, van het S.K.E. en van de Nucleaire Stichting. Deze studie, die in januari 1960 werd aangevat, is in maart 1961 beëindigd en vier verslagen werden in 1961 gepubliceerd. Deze verslagen werden aan drie achtereenvolgende expertisen onderworpen.

Als besluit werd in april 1961 een aanvang gemaakt met een nieuwe studiefase, met financiële steun van het Commissariaat voor de Kernenergie en van de Nucleaire Stichting. Deze fase bestaat hoofdzakelijk in het uitwerken van een verbeterde versie van de *schepsreactor* Vulcain.

Ook die tweede versie werd technisch en economisch zeer grondig onderzocht. Het was het werk van specialisten van de « United Kingdom Atomic Energy Authority » (U.K.A.E.A.) en van het Noorse « Institut für Atomenergi ».

Het Europese Agentschap voor Kernenergie toont nog altijd een grote belangstelling voor dit project en legt de grondslag van een « Europeesch Syndicaat voor de Studie en de Ontwikkeling van de Vulcain-reactor ».

Op 16 mei 1962 werd over het project een *particulier* handelsakkoord gesloten met de U.K.A.E.A.; de Britten nemen de theoretische studies en de natuurwetenschappelijke experimenten voor hun rekening : deze proefnemingen geschieden in de hoofdininstallaties van de U.K.A.E.A. te Ipingfield, Winfrith en Risley, terwijl eveneens werken aan Britse toeleveringsbedrijven zijn toevertrouwd.

De financiering van de studies van 1959 tot eind 1961 valt uiteen als volgt :

Oorspronkelijke bijdrage van de groep van 30 Belgische vennootschappen	3,0 M
Aanvullende bijdrage van Cockerill-Ougrée.	2,6 M
Inbreng van de Nucleaire Stichting	3,7 M
Inbreng van het Commissariaat voor de Kernenergie	1,7 M
Prestaties en diensten van het S.K.E.	5,0 M
Totaal :	16,0 M

Soit 1/3 pour les pouvoirs publics.

La première phase du programme de développement du réacteur Vulcain, d'une durée prévue de deux ans (1962-1964) a un coût de 75 millions de francs se décomposant comme suit :

Argent frais : 50 M.	
Emprunt à l'Etat « loi des prototypes »	40 M.
Contribution des syndicaux	10 M.
Total :	50 M.

Prestations-investissements en nature par le C.E.N.	25 M.
Total	75 M.

La deuxième phase 1963-1964 consisterait en essais en puissance effectués à Mol dans le BR 3; la construction même du prototype commence; le coût total serait de 300 millions dont 120 supportés par la Belgique en nature (utilisation du BR 3 et prestations C.E.N.).

La construction même sur prototype fait l'objet d'une phase séparée de 1964 à 1967, dont le coût prévu est de 200 M., dont 20 M. pour la Belgique en nature (C.E.N.).

Ainsi, le coût total estimatif est de 575 millions, la contribution de la Belgique étant de 240 millions.

On peut dès à présent conclure que c'est en propulsion navale que Vulcain présente l'intérêt le plus immédiat et évident; son application permettra une évolution rapide vers une vitesse commerciale plus élevée et une maniabilité et mobilité accrue permettant à une installation portuaire unique de desservir un grand nombre de navires nucléaires.

Le réacteur Vulcain (de 20.000 CV) est, du point de vue technologique un P.W.R. complètement repensé et redessiné; le cargo mixte Savannah (de 20.000 CV) utilise une version marchande de P.W.R. qui a été appliquée en propulsion navale avec le succès technique que l'on connaît (sous-marins et navires de guerre américains, brise-glaces soviétique). Les conséquences économiques de l'application du Vulcain sont enfin l'économie = moindre coût d'investissement; utilisation plus rationnelle du combustible (uranium) et augmentation de l'extraction de puissance. Coût d'exploitation réduit au minimum, vu la simplicité de l'ensemble du réacteur.

Signalons enfin pour terminer, les offres de coopération internationales de l'E.N.E.A. et l'Euratom, qui suit ce projet avec un vif intérêt.

Dit is 1/3 voor de overheidssector.

Het eerste stadium van het programma tot ontwikkeling van de reactor Vulcain, die volgens de vooruitzichten twee jaar zal duren, (1962-1964) kost 75 miljoen frank, ingedeeld als volgt :

Nieuw geld : 50 M.	
Uitlening door de Staat « wet op de prototypes »	40 M
Bijdrage der leden van het Syndicaat	10 M
Totaal :	50 M

Prestaties-investeringen in natura door het S.K.E.	25 M
Totaal :	75 M

Het tweede stadium 1963-1964 zou bestaan in proefnemingen op volledige capaciteit, uitgevoerd te Mol in de BR 3; de bouw zelf van het prototype neemt een aanvang; de totale kosten zouden 300 miljoen belopen, waarvan 120 miljoen door België in natura worden gedragen (gebruik van de BR 3 en prestaties van het S.K.E.).

De bouw zelf volgens prototype zal geschieden in een afzonderlijk stadium van 1964 tot 1967; de geraamde kosten hiervan bedragen 200 M., waarvan 20 M. voor België in natura (S.K.E.).

Zo zullen de totaal geraamde kosten 575 M. belopen, met als bijdrage van België 240 M.

Men kan nu reeds tot de conclusie komen dat het ontwerp Vulcain het meest onmiddellijke en klaarbijkelijke belang heeft voor de scheepsaandrijving; de toepassing ervan zal een spoedige evolutie naar een hogere snelheid alsmede een grotere beweeglijkheid van koopvaardij schepen mogelijk maken zodat een enkele haveninstallatie een groot aantal kernschepen zal kunnen bedienen.

Technologisch gezien is de reactor Vulcain (20.000 pk) een volledig opnieuw ontworpen en getekende P.W.R.; het gemengde vrachtschip Savannah (20.000 pk) gebruikt een handelsversie van een P.W.R. die, zoals men weet, met succes in de scheepsaandrijving werd toegepast (Amerikaanse onderzeeboten en oorlogsschepen, Russische ijsbrekers). De economische gevolgen van de toepassing van de Vulcain bestaan ten slotte in de besparingen, wat neerkomt op lagere investeringskosten, rationeler gebruik van de brandstof (uranium) en verhoging van de opgewekte drijfkracht. De exploitatiekosten zijn tot een minimum beperkt, wegens de eenvoudigheid van de reactor in zijn geheel.

Ten slotte zij nog gewezen op de voorstellen tot internationale samenwerking vanwege de E.N.E.A. en van Euratom, welke instelling dit project met grote belangstelling volgt.

ANNEXE II.

Société Européenne pour le traitement chimique des combustibles irradiés (EUROCHEMIC).

1° Dans le cadre de l'O.E.C.E., fut négociée à Paris une Convention portant création de la Société Européenne pour le traitement chimique des combustibles irradiés. Cette convention fut signée à Paris le 20 décembre 1957.

La loi portant approbation de la Convention relative à la constitution de la Société EUROCHEMIC fut votée par notre Parlement le 20 juin 1959 (voir Moniteur du 25 août 1959). Le capital social de la société a été fixé à 20 millions d'unités de compte de l'U.E.P. Il est divisé en 400 actions d'une valeur nominale de 50.000 unités de compte.

La Belgique a souscrit à ce capital 44 actions, soit 2.200.000 unités de compte. La participation belge représente ainsi 11 % du capital.

Il y a lieu de noter qu'en 1960, l'Espagne, qui ne faisait pas partie de l'O.E.C.E. en 1957 — et de ce fait n'était pas signataire de la Convention — s'est jointe aux autres participants.

Sa souscription représente 1,5 million d'unités de compte.

Le capital actuel représente donc 21,5 millions d'unités de compte.

2° La Société EUROCHEMIC a pour objet d'exercer toutes activités de recherches ou d'ordre industriel relatives au traitement des combustibles irradiés et à l'utilisation des produits de ce traitement, de contribuer à la formation de spécialistes dans ce domaine et de promouvoir par là le développement de la production et des utilisations pacifiques de l'énergie nucléaire par les pays membres de l'O.E.C.E.

3° Le capital d'EUROCHEMIC se répartit de la manière suivante :

— République fédérale allemande :	68 actions;
— Autriche :	20 actions;
— Belgique :	44 actions;
— Danemark :	22 actions;
— Commissariat à l'Energie Atomique français :	68 actions;
— Commissariat italien de la Recherche nucléaire :	44 actions;
— Norvège :	20 actions;
— Pays-Bas :	30 actions;
— Portugal :	6 actions;
— Suède :	32 actions;
— Suisse :	30 actions;
— Turquie :	16 actions.

BIJLAGE II.

Europese Maatschappij voor de Chemische bewerking van bestraalde reactorbrandstof (EUROCHEMIC).

1° In het kader van de O.E.E.S. werd te Parijs een verdrag afgesloten tot oprichting van de Europese maatschappij voor de chemische bewerking van bestraalde reactorbrandstof. Dat verdrag werd ondertekend te Parijs op 20 december 1957.

De wet tot goedkeuring van het verdrag nopens de oprichting van de maatschappij Eurochemie is door het Parlement goedgekeurd op 20 juni 1959 (*Belgisch Staatsblad* van 25 augustus 1959). Het maatschappelijk kapitaal van de maatschappij werd vastgesteld op 20 miljoen rekeneenheden E.B.U. Het werd verdeeld in 400 aandelen met een nominale waarde van 50.000 rekeneenheden.

België heeft op dat kapitaal ingetekend voor 44 aandelen, d.i. voor 2.200.000 rekeneenheden. De Belgische deelneming bedraagt aldus 11 % van het kapitaal.

Op te merken valt dat Spanje, dat in 1957 geen lid was van de O.E.E.S. en diensgevolge het verdrag niet medeondertekend heeft, in 1960 tot het verdrag is toegetreten.

Het aandeel van dat land bedraagt 1,5 miljoen rekeneenheden, zodat het huidige kapitaal dus 21,5 miljoen rekeneenheden beloopt.

2° De maatschappij EUROCHEMIC heeft ten doel het verrichten van alle onderzoek en iedere industriële activiteit die in verband staan met de bewerking van bestraalde reactorbrandstof en met het gebruik van daaruit voorkomende produkten, het medewerken aan de opleiding van specialisten op dit gebied om op die wijze de produktie en het vreedzaam gebruik van de atoomenergie te bevorderen door de landen die lid zijn van de O.E.E.S.

3° Het kapitaal van EUROCHEMIC valt als volgt uiteen :

— Bondsrepubliek Duitsland :	68 aandelen;
— Oostenrijk :	20 aandelen;
— België :	44 aandelen;
— Denemarken :	22 aandelen;
— Frans Commissariaat voor de Atoomenergie :	68 aandelen;
— Italiaans Commissariaat voor Kernonderzoek :	44 aandelen;
— Noorwegen :	20 aandelen;
— Nederland :	30 aandelen;
— Portugal :	6 aandelen;
— Zweden :	32 aandelen;
— Zwitserland :	30 aandelen;
— Turkije :	16 aandelen;

Il y a lieu de noter que certains pays membres ont rétrocédé un certain nombre d'actions à des industries de leurs pays; il s'agit notamment de la Suisse et de la République fédérale allemande.

En ce qui concerne la Belgique, le Gouvernement belge a décidé de rétrocéder à la Société BELCHIM, groupant toutes les entreprises s'intéressant aux applications nucléaires, 27 actions.

4° Depuis la constitution d'EUROCHEMIC, les études et l'avant-projet pour la construction de l'usine ont été poursuivis et un projet définitif a été arrêté (projet n° 4) qui prévoit une capacité de traitement de 350 Kgs par jour, capacité jugée indispensable pour assurer le caractère industriel de l'usine.

L'architecte industriel principal d'EUROCHEMIC (la Société française de St-Gobin) a terminé ses estimations détaillées et celles-ci font apparaître un dépassement d'environ 9 millions d'unités de compte par rapport au capital disponible.

5° Le 12 octobre 1961, le Conseil d'Administration d'EUROCHEMIC a décidé d'augmenter le capital de 9,2 millions d'unités de compte par émission de 184 actions de 50.000 unités de compte chacune réparties de la manière suivante :

Augmentation du capital :

— Allemagne :	32 actions;
— Autriche :	5 actions;
— Belgique :	46 actions;
— Danemark :	5 actions;
— Espagne :	10 actions;
— France :	32 actions;
— Italie :	20 actions;
— Norvège :	4 actions;
— Pays-Bas :	9 actions;
— Portugal :	1 action;
— Suède :	10 actions;
— Suisse :	8 actions;
— Turquie :	2 actions.

Comme l'indique le tableau ci-dessus, la part de la Belgique par rapport aux autres pays est plus importante; cela tient au fait que le Gouvernement belge a estimé devoir faire un effort particulier pour maintenir à Mol l'usine de traitement des combustibles irradiés, en manière telle que la Belgique disposera d'un des plus beaux complexes nucléaires européens.

6° La construction de l'usine et du laboratoire avance et la mise en service de l'usine EUROCHEMIC à Mol est prévue pour fin 1963 - début 1964.

Op te merken valt dat sommige landen een aantal aandelen overgedragen hebben aan industrieën van hun land; dit is o.m. het geval voor Zwitserland en de Bondsrepubliek Duitsland.

Wat België betreft heeft de Belgische regering besloten 27 aandelen over te dragen aan de maatschappij BELCHIM, die alle bedrijven groepeerd welke belang stellen in de toepassingen van de kernenergie.

4° Sinds de oprichting van EUROCHEMIC is de stichting van de fabriek bestudeerd en het voorontwerp voorbereid; het definitief plan (ontwerp n° 4) dat werd vastgesteld, voorziet in een behandelingsvermogen van 350 kg per dag, welk vermogen onontbeerlijk wordt geacht opdat de fabriek een industrieel karakter zou hebben.

De voornaamste industriële architect van EUROCHEMIC (de Franse vennootschap van St. Gobin) heeft zijn gedetailleerde ramingen beëindigd; hieruit blijkt dat het beschikbaar kapitaal met ongeveer 9 miljoen rekeneenheden overschreden is.

5° Op 12 oktober 1961 heeft de raad van beheer van EUROCHEMIC besloten het kapitaal met 9,2 miljoen rekeneenheden te verhogen door de uitgifte van 184 aandelen van 50.000 rekeneenheden, die uiteenvallen als volgt :

— Kapitaalsverhoging :

— Duitsland :	32 aandelen;
— Oostenrijk :	5 aandelen;
— België :	46 aandelen;
— Denemarken :	5 aandelen;
— Spanje :	10 aandelen;
— Frankrijk :	32 aandelen;
— Italië :	20 aandelen;
— Noorwegen :	4 aandelen;
— Nederland :	9 aandelen;
— Portugal :	1 aandeel;
— Zweden :	10 aandelen;
— Zwitserland :	8 aandelen;
— Turkije :	2 aandelen.

Zoals blijkt uit de vorenstaande tabel is het aandeel van België, in verhouding tot andere landen, groter. Dit is het gevolg van het feit dat de Belgische regering van oordeel was een bijzondere inspanning te moeten doen om de fabriek voor de behandeling van bestraalde reactorbrandstof te Mol te handhaven, zodat België een van de mooiste kerncomplexen van Europa zal bezitten.

6° Het bouwen van de fabriek en van het laboratorium schiet op en men voorziet dat de EUROCHEMIC-fabriek te Mol einde 1963 - begin 1964, in bedrijf genomen zal kunnen worden.

ANNEXE 3.**BIJLAGE 3.****Réponse à une question posée à la Commission.**

Emplois potentiels créés par la réalisation des projets d'investissement pour lesquels une intervention de l'Etat a été accordée dans le cadre des lois d'expansion économique des 17 et 18 juillet 1959.

Année pendant laquelle l'intervention de l'Etat a été décidée	Nombre d'emplois créés
1959	3.866
1960	26.376
1961	32.295
1962	17.870

Antwoord op een vraag gesteld in de Commissie.

Potentiële betrekkingen tot stand gebracht bij de verwezenlijking van de investeringsprojecten waarvoor Staatstussenkomst verleend werd in het kader van de expansiewetten dd. 17 en 18 juli 1959.

Jaartal van de beslissing tot Staatstussenkomst	Aantal tot stand gebrachte betrekkingen
1959	3.866
1960	26.376
1961	32.295
1962	17.870

ANNEXE 4.

Crédits accordés en application des lois d'expansion économique (Lois des 7-8-1953, 31-5-1955, 10-7-1957, 17 et 18-7-1959).

Années	C.N.C.P.		C.G.E.R.		S.N.C.I.	
	Nombre	Montants en mill. F	Nombre	Montants en mill. F	Nombre	Montants en mill. F
1957	170	65	13	17	584	1.192
1958	99	38	18	73	226	1.366
1959	107	60	31	1.353	529	3.094
1960	37	34	41	2.279	554	7.608
1961	7	10	22	2.774	355	4.766

BIJLAGE 4.

Kredieten verleend met toepassing van de wetten tot bevordering van de economische expansie (wetten van 7 augustus 1953, 31 mei 1955, 10 juli 1957, 17 en 18 juli 1959).

Jaar	N.K.B.		A.S.L.K.		N.M.K.N.	
	Aantal	Bedrag in miljoen F	Aantal	Bedrag in miljoen F	Aantal	Bedrag in miljoen F
1957	170	65	13	17	584	1.192
1958	99	38	18	73	226	1.366
1959	107	60	31	1.353	529	3.094
1960	37	34	41	2.279	554	7.608
1961	7	10	22	2.774	355	4.766

ANNEXE 5.**Liste de quelques abréviations.**

P.N.B. — Produit National Brut.
 S.D.R. — Sociétés de développement régional.
 S.R.I. — Sociétés régionales d'investissements.
 S.A.T. — Sociétés d'aménagement du Territoire.
 C.E.N. — Centre d'études de l'Energie Nucléaire.
 I.N.S. — Institut National de Statistique.
 C.M.C.E.S. — Comité Ministériel de Coordination Economique et Sociale.
 S.N.C.I. — Société Nationale de Crédit à l'Industrie.

 C.G.E.R. — Caisse Générale d'Epargne et de Retraite.
 C.N.C.P. — Caisse Nationale de Crédit Professionnel.
 T.N.O. — Technisch-Natuurwetenschappelijk Onderzoek (organisme hollandais).
 I.R.S.I.A. — Institut pour l'Encouragement de la Recherche Scientifique dans l'Industrie et l'Agriculture.

BIJLAGE 5.**Lijst van afkortingen.**

N.B.P. — Nationaal bruto-produkt.
 G.O.M. — Gewestelijke ontwikkelingsmaatschappijen.
 G.I.M. — Gewestelijke Investeringsmaatschappijen.
 M.R.O. — Maatschappijen voor ruimtelijke ordening.
 S.K.E. — Studiecentrum voor Kernenergie.
 N.I.S. — Nationaal instituut voor de Statistiek.
 M.C.E.S.C. — Ministerieel comité voor Economische en Sociale Coördinatie.
 N.M.K.N. — Nationale maatschappij voor Krediet aan de Nijverheid.
 A.S.L.K. — Algemene Spaar- en Lijfrentekas.
 N.K.B. — Nationale Kas voor Beroepskrediet.
 T.N.O. — Technisch-Natuurwetenschappelijk Onderzoek (Nederland).
 I.W.O.N.L. — Instituut tot aanmoediging van het wetenschappelijk Onderzoek in Nijverheid en Landbouw.